

Marc ANGENOT [1941-]

Docteur en philosophie, professeur émérite, Université McGill
analyste du discours et historien des idées
Chaire James McGill d'étude du discours social à l'Université McGill

(2010)

“Rupture avec le capitalisme.
Le discours socialiste français,
1971-1981 : contexte historique,
croyance et décroyance.”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Marc ANGENOT

**“Rupture avec le capitalisme.
*Le discours socialiste français, 1971-1981 : contexte historique,
croyance et décroyance.*”**

Notes pour le colloque “Amnésies françaises”, Lille III, France, mai 2010.
Discours social, cahier hors-série, 2010, 38 pp.

L’auteur nous a accordé le 25 juin 2018 l’autorisation de diffuser en accès
libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.



Courriel : "Prof. Marc Angenot : marc.angenot@mcgill.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

Édition numérique réalisée le 26 août 2018 à Chicoutimi, Québec.



Marc ANGENOT

**“Rupture avec le capitalisme.
Le discours socialiste français, 1971-1981 :
contexte historique, croyance et décroyance.”**



Notes pour le colloque “Amnésies françaises”, Lille III, France, mai 2010. Discours social, cahier hors-série, 2010, 38 pp.

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[2]

Marc Angenot,

L'Histoire des idées : un volume de 494 pages.

Volume XXXIII.

Prévu pour paraître à la fin de l'été 2010.

Prix spécial de souscription :

\$40.00. € 30.00.

En préparation, un ouvrage complémentaire en 4 fascicules

Marc Angenot

Fascisme, totalitarisme, religion séculière :
Trois concepts pour le XX^e siècle.
Esquisses d'histoire conceptuelle

Discours social 2012

* Volume XXXV *

© MARC ANGENOT 2010

“Rupture avec le capitalisme.

*Le discours socialiste français, 1971-1981 :
contexte historique, croyance et décroyance.”*

Table des matières

[Problématique](#) [2]

[Le Congrès d'Épinay, 11-13 juin 1971](#) [2]

[Le Programme commun de gouvernement – PCG](#) [3]

[Topique du discours socialiste](#) [5]

[Chronologie 1971-1981](#) [10]

[Maos et gauchistes](#) [13]

[Décalage croissant entre le discours socialiste, le programme commun
et le mouvement des idées](#) [13]

[Dévaluation concomitante d'un rôle social jadis prestigieux : l'intel-
lectuel engagé](#) [17]

[Les socialistes au pouvoir 1981-1983](#) [18]

[Le Tournant de la rigueur](#) [20]

[Les Années Mitterrand 1983-1988 – et 1988-1995](#) [21]

[Discours, croyances, doubles jeux et communions](#) [24]

[Le socialisme après 1981](#). Les étapes de la décroyance et de la délégi-
timation. Décomposition du credo. Illusions perdues. Chute des
dominos. [28]

[Le discours de la «Fin de la gauche» au cours des années 1980-90](#)
[32]

[Survivances](#) [33]

[Bibliographie](#) [36]

[3]

Marc ANGENOT

“Rupture avec le capitalisme.

*Le discours socialiste français, 1971-1981 :
contexte historique, croyance et décroyance.”*

Notes pour le colloque “Amnésies françaises”, Lille III, France, mai 2010. Discours social, cahier hors-série, 2010, 38 pp.

Tout ce qui était stable et établi se volatilise, tout ce qui était sacré se trouve profané et les humains sont enfin forcés de considérer d'un regard sobre leur position dans la vie et leurs relations mutuelles.

Manifest der kommunistischen Partei, Londres, 1848

• ***Problématique***

[Retour à la table des matières](#)

Étudier le discours socialiste français delà *Rupture avec le capitalisme* entre le Congrès d'Épinay, juin 1971, et l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République et la prise de pouvoir de l'Union de la gauche, mai-juin 1981. Et puis l'abandon intégral ultérieur de ses thèses et ses thèmes - en forme de débandade. Poser dans ce contexte la question de la *croyance* investie dans un discours, dans une topique militante, - et celle de la *décroyance*, de ses causes et son étendue.

Je propose de partir de la "Déclaration de principe" de la SFIO de Guy Mollet, formulée en 1969 en vue du futur congrès de refondation, et de son axiome qui demeurera celui du Programme commun :

La transformation socialiste ne peut être le produit naturel et la somme de réformes corrigeant les effets du capitalisme. Il ne s'agit pas d'aménager le système mais de lui en substituer un autre. ¹

• *Le Congrès d'Epinay, 11-13 juin 1971*

[Retour à la table des matières](#)

Unification du vieux parti SFIO et des « clubs » des années 1960 (le PSU, « autogestionnaire » reste à l'écart provisoirement) en un nouveau Parti socialiste. Tous l'ont répété et c'est l'évidence stratégique : s'il faut refonder, il faut refonder à *gauche*. François Mitterrand triomphe au congrès d'Epinay en s'alliant à la gauche du nouveau parti, le CERES, souverainiste avant la lettre, anti-européenne et anti-atlantiste, qui professe un marxisme rigide et doctrinaire, un « intégrisme doctrinal » ², au nom de la "rupture avec le capitalisme". Le nouveau PS se promet de « renverser le capitalisme » et de « réaliser le socialisme dans un pays industriel avancé ».

Mitterrand au Congrès, reçoit une ovation : « Réforme ou révolution ? J'ai envie de dire : oui, révolution ! ... la révolution, c'est d'abord une rupture. Celui qui n'accepte pas la rupture..., celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut pas être adhérent du Parti socialiste. Il n'y a pas, il n'y aura jamais de société socialiste sans propriété collective des moyens de production, d'échange et de recherche. » ³

• Les journalistes et politologues de naguère s'intéressent peu au "discours" d'Epinay, mais narrent par le menu une complexe histoire de tractations secrètes et de manœuvres d'appareils et de clans. Ils disent ainsi implicitement que les envolées lyriques des orateurs et les projets de bouleversement révolutionnaire explicités dans les diverses motions sont du vent. Ou bien quand ils parlent des thèses soutenues, c'est uniquement dans une perspective tactique sinon machiavélique. Le mot qui tue dans ce

¹ Cit. J. Moreau, "Congrès" 84.

² Qualifie J. Moreau, *Socialistes français et mythe révolutionnaire*, 228.

³ Cité par Moreau, *Espérance*, 147. Voir *Pour l'unité des Socialistes. Congrès national Epinay-sur-Seine*.

congrès est « réformiste » ; c'est donc à qui se proclamera le plus radical en termes de « rupture » !

[4]

1^{er} juillet 1971 : Conférence de presse du nouveau premier secrétaire du PS, François Mitterrand qui définit pour le grand public le sens du "modèle français du socialisme" :

On peut être gestionnaire de la société capitaliste ou fondateur de la société socialiste à ce moment du siècle. En ce qui nous concerne nous voulons être les seconds.

12 octobre : Georges Marchais présente au nom du PCF un « Programme pour un gouvernement démocratique d'union populaire », base de négociation avec le PS. Le PCF signera le Programme commun de gouvernement que pour sa part, gardien du marxisme et tribun de la classe ouvrière, il tiendra malgré tout pour un « fouillis doctrinal » - Georges Marchais. ⁴

• *Le Programme commun de gouvernement - PCG*

[Retour à la table des matières](#)

Juin 1972 : les partis socialiste et communiste parviennent à s'accorder sur un texte présenté comme un programme de législature répondant "aux aspirations de millions de Français et aux exigences de la démocratie". Le PS cherchait une convergence idéologique avec le PCF et surtout à ne pas paraître moins "révolutionnaire" que lui. Aucun amour entre PCF et PS, une grande suspicion réciproque et la certitude non moins réciproque, au début, de tirer avantage de l'autre. L'appui indéfectible au Bloc soviétique et à ses immenses « acquis sociaux », le « bilan globalement positif » (petite phrase de Marchais en 1979) de l'URSS font toute la différence entre PCF et PS. La presse du PCF ne cessera, à peine l'encre sèche du PCG, de traîner dans la boue et d'accuser des pires intentions son « allié », le PCF n'avait pas tout à fait tort de se méfier. Mitterrand dira en privé à Patrice Pelât en 1972 :

⁴ Cit. Ét. Fajon, *L'Union est un combat*. Éd. Sociales, 1975, 117.

« Un jour les Français me remercieront de les avoir débarrassés du Parti communiste. »⁵

Avec le recul, le Programme commun (PCG) a permis aux socialistes de conquérir le pouvoir en se donnant un idéal grandiose et un but apparemment radical. Le parti en réalité va se construire autour d'un futur candidat et la "bataille présidentielle" va devenir l'objectif mobilisateur principal du PS.

Bien peu des « idées de Mai 1968 » sont intégrées au Programme commun - si ce n'est quelques-unes par concession tactique. Fr. Mitterrand a du socialisme une conception phraseuse et politicienne qui le rend inapte du reste à les comprendre. Ce que note alors Jacques Julliard : « Voyez François Mitterrand. Tout en lui est l'exact opposé de mai 68. »⁶ Le côté libertaire de mai 68 dérange, il est entièrement ignoré par le PS. Les idées de la « Deuxième gauche » rocardienne sont aussi systématiquement écartées. Tout ce qui vient de cette Deuxième gauche, autogestionnaire et anti-étatiste, fait l'objet d'un tir de barrage dans les congrès.

Le Programme commun de gouvernement, PCG sera jugé sévèrement après 1983, après les échecs des premières années et le Tournant de la rigueur : il apparaîtra tout d'un coup, à gauche, non plus grandiose et crédible, mais ringard et chimérique à la fois et nul ne le défendra plus : « dogmatisme anachronique », « surenchère en vase clos ». ⁷ C'est cette coupure mentalitaire - rétrospectivement vue comme irréversible - qu'il s'agit de décrire et d'expliquer ici.

Programme commun de gouvernement. Parti socialiste. Parti communiste. Mouvement des radicaux de gauche, Flammarion, 1973. Citation-clé :

⁵ Cit. Nay, 357.

⁶ *Choix*, 147.

⁷ Furet in *La république du centre*, 40.

[5]

Pour briser la domination du grand capital et mettre en œuvre une politique économique et sociale nouvelle... le gouvernement réalisera progressivement le transfert à la collectivité des moyens de production les plus importants et des instruments financiers actuellement dans les mains des groupes capitalistes dominants. ... dès le début de la législature, un seuil minimum de nationalisations sera franchi [suit la liste des 1ères nationalisations]. ... L'indemnisation des actionnaires des entreprises expropriées fera l'objet d'une solution équitable. Une distinction essentielle sera faite entre les petits et moyens porteurs vivant de l'épargne et les gros porteurs.⁸

Mitterrand publie *La rose au poing* pour justifier par l'histoire du socialisme le programme d'alliance avec le PCF. « Il est naturel que les partis dont le but commun est d'éliminer les structures capitalistes et de libérer ceux qu'elles oppriment s'accordent sur la définition d'un nouveau type de société », ⁹ Essai politicien habile, mais sans aucune tendresse pour les alliés communistes, ni illusion sur les Soviétiques : « Il [le PCG] n'est pas une bible et n'y prétend pas. Il est un point de rencontre où se sont retrouvés ceux que l'histoire d'un demi-siècle a déchirés. » ¹⁰ « Quant au modèle soviétique, il faudrait beaucoup de malignité pour l'assimiler à un programme commun qui fonde la démocratie politique sur le pluralisme des partis et leur alternance au pouvoir et qui appréhende l'économie par la seule maîtrise du crédit et la nationalisation de neuf firmes industrielles géantes ». ¹¹ Le PS veut un socialisme révolutionnaire « aux couleurs de la France » et ne s'y prendra pas à la manière brutale dont les bolcheviks s'y sont pris, voilà tout.

En 1978, Mitterrand publiera *L'abeille et l'architecte*, essai autobiographique et très "littéraire".

⁸ PCG, 49-51.

⁹ 21.

¹⁰ *La rose au poing*, 34.

¹¹ 150.

• *Topique du discours socialiste*¹²

[Retour à la table des matières](#)

... esquissée à partir de : - *Pour l'unité des Socialistes, Congrès national Épinay-sur-Seine, Dimanche 13 juin 1971. Et Motions pour le congrès de l'unité des socialistes, 11, 12 et 13 juin 1971, Épinay-sur-Seine, Document diffusé par la Délégation Nationale pour l'Unité des Socialistes*, - Parti communiste français et Parti socialiste (France) [et du Mouvement des radicaux de gauche], *Programme commun de gouvernement : 27 juin 1972* ; préface de Georges Marchais, Paris, Editions sociales, 1972.

Négligeons le pathos congressiste toujours vibrant, enflé, emphatique, et extrayons la topique récurrente commune aux orateurs du Congrès et au PCG. Ses thèmes et leur articulation se déploient en un Grand récit linéaire :

Conjoncture pire que jamais ; maux sociaux grandissants ; l'argent, le profit, sources de tous les maux sociaux :

J.¹³ « [...] le monde, fait d'égoïsmes mis côte à côte, est sur le point de s'entredéchirer » (9) K : « [...] aggravation des conditions de travail et de transport des travailleurs, misère du cadre de vie [...] » (11). -M : « C'est la course au profit qui transforme le progrès en instrument d'asservissement et de destruction. La société devient une [6] prison pour l'homme. » (13) ; « ... dictature du profit » (13) ; « ... pouvoir monarchique du patronat » (13) O : « [...] conjoncture mondiale lourde de menaces. Dans l'ordre social, [la France] doit à la fois régler

¹² Il me faut remonter à Aristote : J'appelle *topique* l'ensemble des « lieux » (topoi), des pré-supposés irréductibles d'une formation discursive tels que tous les intervenants des débats publics s'y appuyent pour fonder leurs divergences et désaccords éventuels *in praesentia*, c'est-à-dire tout le pré-supposé-collectif des discours argumentatifs. Cette acceptabilité correspond en partie à ce que les anciennes rhétoriques appelaient selon le cas l'« opinable » ou le « vraisemblable », si nous concevons ces statuts pragmatiques comme des réalités historiques transitoires.

¹³ Ce sont les lettres des motions.

les problèmes qui résultent d'une reconversion faite dans l'anarchie [...] » (18) ; « ... la force de la répression sur les citoyens » (18) ¹⁴

... et proche avenir encore plus sombre :

Motion « P » (Chevènement) présentée par Georges Sarre : « En effet, nous redoutons qu'une variété de fascismes programmés et anonymes succède bien vite à la situation précaire que nous connaissons. C'est pourquoi il faut mettre immédiatement le socialisme à l'ordre du jour. (Applaudissements) » (36)

Un système condamné, en crise, proche de l'effondrement :

Motion « P » (Chevènement) : "[...] les difficultés grandissantes de l'empire américain, difficultés sensibles à la fois par la politique étrangère, l'enlisement de l'agression américaine dans le sud-est asiatique, les difficultés monétaires des États-Unis qui se répercutent avec un effet multiplié sur l'ensemble des systèmes monétaires, le capitalisme international. Fragilité du système mondial, fragilité du pouvoir de la bourgeoisie française ! » (88). « Il y a une contradiction actuellement dans le système capitaliste, une contradiction qui est puissante, qui est explosive. » (89) ¹⁵

Motion « K » présentée par Robert Buron : « Mais surtout le capitalisme est condamné, et plusieurs l'ont dénoncé, mais je veux y appuyer un peu plus sensiblement, parce que dans sa forme concentrationnaire, dans sa forme dominante, il allie une double hypocrisie [...] » (49)

Motion « O » présentée par Guy Mollet : « Mais, malheureusement pour le capitalisme, c'est-à-dire heureusement pour nous si nous savons le comprendre, arrive à une phase où il ne peut empêcher la dégradation de la société qu'il contrôle. »

Deux camps en présence, le bien et le mal, lutte finale :

Mitterrand : « Le véritable ennemi, j'allai dire le seul, parce que tout passe par chez lui, le véritable ennemi si l'on est bien sur le terrain de la rupture initiale, des structures économiques, c'est celui qui

¹⁴ *Motions pour le congrès de l'unité des socialistes. 11, 12 et 13 juin 1971. Epinay-sur-Seine. Document diffusé par la Délégation Nationale pour l'Unité des Socialistes.* Les chiffres entre parenthèse après les citations renvoient aux pages.

¹⁵ Ibid.

tient les clefs... c'est celui qui est installé sur ce terrain là, c'est celui qu'il faut déloger... c'est le Monopole ! terme extensif... pour signifier toutes les puissances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes ! (Applaudissements). » (29)

... d'où : la France à la croisée des chemins, le choix entre deux voies possibles :

Motion « L » présentée par Mitterrand : « Il est nécessaire de faire comprendre à ceux qui y sont disposés que s'il s'agit pour eux de choisir entre la tyrannie et la décadence, quand ce n'est pas la pourriture du capitalisme, et le Socialisme, qui leur déplaît parfois par son esprit de système, ou même par ses signes et ses symboles, s'ils veulent la justice et le droit, ils sont de notre côté. » (27)

Des enseignements à tirer toutefois des « erreurs » soviétiques :

Motion "L" (Mitterrand) présentée par A. Grazier ; "Les erreurs commises dans les pays de l'Est et dont certaines sont reconnues par tous, auraient sans doute été évitées si les dirigeants de ces pays avaient été soumis au contrôle permanent et libre du corps électoral, au lieu de se croire en mesure de rester au pouvoir en toutes [7] circonstances." (30)

[« Erreurs » est le mot censé audacieux du socialisme politique face à l'idéocratie de l'Est ; les intellectuels des années 1970 le jugeront pour leur part un euphémisme suspect, répondant à un refus de voir lucidement et reconnaître la réalité soviétique.]

Le remède socialiste. *Détruire*, disaient-ils :

Motion "K" (Objectif 72 - "chrétiens de gauche") présentée par Pierret : « notre but... : le renversement des structures sociales bourgeoises. » (44)

Motions « K » et « P » présentées par Glazer : « Il ne s'agit pas d'éliminer les injustices du capitalisme, fussent-elles criantes, mais d'éliminer le capitalisme lui-même. » (78)

Motion "O" (Savary-Mollet) présentée par Alain Savary : "Nous avons en effet, les uns et les autres, solennellement promis de livrer les clés des grands problèmes de l'avenir, de montrer comment pou-

vaient être brisés les principaux verrous qui ont entravé la marche vers le Socialisme." (17)

Motion "L" (Mitterrand) présentée par A. Grazier : "... nous avons à réaliser une œuvre qui n'a absolument pas de précédent dans l'histoire, celle de réaliser le Socialisme dans un pays industriel avancé." (30)

M : « Or, nous voulons un front Socialiste pour instaurer un autre système [...], réellement remplacer le système capitaliste que nous subissons par un système Socialiste" (35)

L'heure va sonner, les temps sont mûrs :

Motion "P" (Chevènement) présentée par Wolf : « Karl Marx enseignait que pour passer au Socialisme, il faudrait un haut niveau de développement technique et que le travailleur exploité soit devenu majorité dans la société. Ces conditions semblent enfin remplies, et il serait criminel de ne pas les exploiter. Il y a un siècle, quand la Commune de Paris montait à l'assaut du ciel, ce n'était qu'un rêve. Aujourd'hui, en choisissant l'unité, la rénovation et l'audace, nous serons dignes des Communards de 1871 et du rêve du passé. Nous ferons la réalité du présent. (Vifs applaudissements) » (43) P : « Le passage au socialisme [...devient] l'enjeu historique des luttes de notre temps. » (21)

Irréversibilité du changement de régime qui va s'opérer :

A : "... créer de façon irréversible une société socialiste" (4)

R : « Le devoir est de [...] prendre les mesures irréversibles qui s'imposent » (23)

Robert Vigouroux pour la motion présentée par le Nord et les Bouches-du-Rhône : « ...jetant les premiers jalons de la transformation Socialiste de la société, prenant dans l'immédiat, avec nous, les mesures irréversibles qui s'imposent pour améliorer jour après jour le sort matériel et moral des hommes. » (59)

Note : topique de l'*Irréversibilité* qui forme avec les protestations (qui ne viennent pas sans doute des mêmes militants) de pluralisme et d'alternance démocratiques acceptés sans réserve l'élément de contradiction le plus visible, l'inconséquence-type des discours de congrès socialistes de 1971 et après.

*

Ce grand récit forme le « credo » socialiste, que nomme et définit Jacques Moreau dans *Socialistes français et mythe révolutionnaire*, catholique de gauche proche d'Edmond Maire et de J. Julliard dans ces années-là ¹⁶ : il remplit une fonction identitaire-militante de persistance historique non susceptible de lecture « littérale » selon Moreau, - ce qui sera discuté plus loin.... : « un credo simplifié, fondé sur des doctrines du passé, qui se transmet de génération en génération et [procure] l'identité militante » en renforçant des croyances collectives [8] « infalsifiables » (toujours Moreau, empruntant à Karl Popper) qui sont propres à *une foi*. ¹⁷ Au cœur de celle-ci, le « mythe révolutionnaire », - « mythe » au sens de Georges Sorel, précise Moreau qui décrit, depuis 1880, le « retour cyclique » dans le socialisme français de ce mythe : en 1905, 1920, 1946, 1971. Sa thèse est qu'il y a, jusqu'en 1983, date à laquelle le mythe se défait rapidement, dans le socialisme français, une sorte de « guesdisme éternel », refoulé et toujours résurgent, « telle une rivière souterraine qui resurgit périodiquement à l'air libre, le guesdisme réapparaît régulièrement à chaque mutation du parti », écrit Moreau (je ne suis pas sûr qu'il assume réellement et précisément la référence au concept de Sorel). La difficulté fondamentale consiste en 1971 à relancer le credo révolutionnaire guesdiste tout en répudiant (mais jamais intégralement) ce qui est sorti de la Révolution bolchevique et en faisant l'impasse sur les liens possibles entre les deux phénomènes. On affirme tout à trac la compatibilité sans problème des projets de Grande politique de rupture « irréversible » et d'appropriation par l'État des moyens de production et d'échange avec le respect sourcilleux de la liberté et des droits démocratiques. Le credo est fondé sur un raisonnement par les conséquences : une société à la fois collectiviste/étatiste, pleinement démocratique, respectueuse des droits et prospère n'est pas, ne saurait être une chimère contradictoire - la question du moins ne sera pas posée. Si un collectivisme démocratique, à visage humain, « aux couleurs de la France » - et productiviste, efficace économiquement, produit en outre d'une révolution promise intégralement pacifique, n'est pas réalisable, s'il s'agit d'une fantaisie inviable par la nature des choses humaines, si le régime

¹⁶ Moreau, *Socialistes français et mythe révolutionnaire*, nouv. éd., Paris, Hachettes littératures, coll. "Pluriel : actuel", 2003.

¹⁷ 17.

idéocratique de l'URSS n'est pas un fâcheux « dérapage » (comme on le dit au PS) d'un projet qui était en soi excellent, mais son application éminemment « logique », alors le PS est non-pertinent : entre les communistes et les social-démocrates et libéraux appuyant le « filet social » et le *Welfare State*, il n'y a rien que du verbalisme et de l'illusion.

L'autre difficulté, admise cette fonction de persistance identitaire, est de faire comprendre le rôle de ce credo que Moreau désigne aussi comme une « eschatologie », reconnue par lui déphasée et inadéquate mais qui opère toutefois concrètement comme herméneutique du cours des choses pour les socialistes (et une bonne partie de la gauche) en dépit de démentis et de mécomptes perpétuels : « Même contredit par l'expérience, il sert longtemps de grille de déchiffrement des problèmes politiques. »¹⁸

Moreau évite d'adopter platement l'interprétation purement duplice et politicarde : depuis le Congrès de Tours les socialistes-SFIO seraient simplement devenus des athlètes du double langage et de la double lecture pour un double destinataire : une version sobre et des mesures relativement concrètes et réformistes - à l'usage de l'électorat en général - toujours *enrobée* dans une prédication eschato-révolutionnaire « déconnectée » mais indispensable au bonheur militant. « Changer la vie » pour les âmes lyriques, « Rupture avec le capitalisme » pour les doctrinaires, ... « améliorer le pouvoir d'achat, défendre l'emploi etc. » pour l'électorat en général : chaque destinataire trouverait son compte et filtrerait ce qui lui convient en scotomisant les énoncés discordants. Moreau parle toutefois de *double identité* : une identité politique-électorale, réaliste et rationnellement argumentable et une identité militante dogmatique, chimérique et ouverte sur toutes sortes d'effets pervers. Seulement cette analyse *schizophrénique*, perspicace au 1^{er} degré pour rendre compte de la bizarrerie duplice des textes de congrès du PS, des écrits satellites et du texte même du PCG, débouche, il n'est guère besoin de le dire, sur plus de problèmes qu'elle n'en résout.

Incompréhension ici des historiens étrangers, anglais et américains, en leur totalité, déchiffrant littéralement des projets qui n'ont pu, à leur sentiment, être raisonnablement *crus* de ceux qui les énonçaient, incapables de se mettre en connivence avec ce langage révolutionnaire

¹⁸ 20.

« déconnecté » et recommandant - bien en vain - aux socialistes français la *résignation et le désenivrement*. Exemple : l'Américain, historien du marxisme, Tony Judt écrit :

But why ...do the French not simply cut their losses, accept that what they are practicing is social [9] democracy and make a virtue of necessity ? ¹⁹

La question de la persistance. Jacques Julliard la constate aussi : « Leur programme (aux partis de gauche) n'a pas changé depuis la décennie 1890-1900 date à laquelle les divers partis socialistes ont fixé leur objectif d'avenir. » ²⁰ J. Moreau : « François Mitterrand gagne le congrès d'Epinay... avec les mêmes accents que Jules Guesde... Les littérateurs y ont trouvé moyen de brocarder ces étranges révolutionnaires qui siégeaient sagement dans les conseils généraux ». ²¹

Ce qui vient du passé marxiste-guesdiste : la vision cataclysmique (en quelque sorte intemporelle) de l'état actuel de la France (alors que, souligneront les adversaires de la gauche, les Trente glorieuses ont fait une France plus prospère que jamais en dépit du Choc pétrolier) et de la misère toujours grandissante des classes salariées, la dénonciation du « profit » et de l'exploitation, causes de tous les maux de la société - capitalisme irréformable, condamné par l'histoire. Bonheur promis à tous par son abolition. Révolution sociale nécessaire et du reste imminente et fatale, dont l'acte fondamental sera la socialisation (par « un État ouvrier » dans les termes guesdistes) des moyens de production et d'échange, remède immédiat à tous les problèmes.

Corrélat : Répudiation de toute réforme du système condamné - qui ne ferait qu'en « prolonger l'agonie ». L'analyse économique », disait Guesde, montre l'imminence d'une révolution qui amènera au pouvoir le parti du prolétariat et lui fera exercer une transitoire dictature en vue d'assurer le passage au mode de production « collectiviste » lequel fera disparaître un à un tous les maux sociaux. Au contraire, les meilleures réformes « laisseront en l'état le salariat ». Le « renverse-

¹⁹ *Marxism*, 297 = 1986.

²⁰ Julliard, *Malheur*, 44.

²¹ Moreau, 13.

ment en bloc [du capitalisme] peut seul produire des effets saluaires » : c'est l'axiome du Parti ouvrier.²² Mépris total et hautain des réformes et du réformisme en 1971 toujours : le projet « révolutionnaire » (« totalitaire » dénonce la droite) exposé avec fougue dans les congrès du PS à un public militant « fait de conseillers généraux et de petits fonctionnaires », permettait déjuger de haut les pédestres et pussillanimes pays voisins social-démocrates et leur piteux réformisme : « J'admets que la Suède ne soit pas assez socialiste : (...)(elle n'a pas frappé le capitalisme au cœur, je veux dire au cœur de son pouvoir, la propriété des grands moyens de production », ce que les Français allaient faire, s'exaltait, exalté et chauvin, François Mitterrand ovationné.²³ L'hostilité au courant rocardien - qui dès 1978 commence de son côté à dauber sur l'archaïsme » du Programme CG (et celui de Mitterrand même) - s'exprime toujours en le qualifiant de « réformiste » ce qui vaut condamnation sans appel. Michel Rocard, bête noire de Mitterrand, refusait de « répudier le marché » ; il sera même soupçonné en 1981 de vouloir rassurer les chefs d'entreprises ! Les mots *Bad Codesberg* résonnent pour le stigmatiser : il pencherait vers la « social-démocratie », mot banni. Gaston Defferre va un jour de colère le comparer à Pierre Laval.²⁴

Volonté - ou en tout cas affirmation constante du but révolutionnaire. Négation corrélative de toute possible « démocratie » en régime capitaliste. « Il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti socialiste est un parti révolutionnaire.... il ne s'agit pas d'aménager un système, mais de lui en substituer un autre. »²⁵

[10]

Atténuation toutefois (mais non pas élimination) du *déterminisme historique* qui était au cœur du marxisme « orthodoxe » en version 2^e Internationale : au cœur du socialisme scientifique entre 1881 et 1914 se rencontrait effet l'axiome du *déterminisme historique* : « Le socialisme moderne n'est pas une formule sortie du cerveau de quelqu'un,

²² *Tribune socialiste*, Bayonne, 7. 6.1908, 1.

²³ Voir *L'abeille et l'architecte*, 166. Il ajoutait toutefois que l'URSS n'était « pas socialiste non plus », faute de prendre en compte les libertés démocratiques....

²⁴ Cit. Nay 352.

²⁵ *Bulletin socialiste*, 15. 6. 1971. No 275.

c'est une nécessité économique impérieuse à laquelle rien ne peut résister ». ²⁶ La possession de ce savoir prédictif rendait le militant socialiste supérieur au savant bourgeois, aveuglé par ses peurs et ses dénégations. « Ce qui vous distingue de nous, lui assène Jules Guesde, c'est que nous voyons où nous mènent les faits économiques tandis que vous vous refusez à le voir ». ²⁷ Paul Argyriadès publie dans son *Almanach de la question sociale, année 1891*, une (parmi d'innombrables) « Etude sur le socialisme scientifique » où s'étale la docte ignorance de l'autodidacte : la science socialiste « démontre par des preuves tirées de l'observation des faits historiques (lutttes de classes, révolutions économiques) que nous marchons à grands pas vers le communisme ». ²⁸ Le capitalisme, — *Zauberlehrling*, « apprenti sorcier » avait dit le *Manifeste communiste*, — dans sa rage d'accumulation, travaillait ainsi à son insu pour le collectivisme, son adversaire et successeur inévitable. La révolution se produira à la faveur d'un effondrement économique ; elle requerra toutefois l'action (on dira parfois le « coup d'épaule ») d'un agent collectif, le prolétariat. Le prolétariat ne peut pas décider de la date où la situation sera mûre, mais il peut « hâter » le moment de la délivrance en s'organisant et se tenant prêt. Cette révolution qui vient est « fatale », elle est « inéluctable » : ce sont les adjectifs qui reviennent sans cesse sous la plume de Jules Guesde. Son avènement tient à la « force des choses », elle « est le résultat de fatalités historiques ». ²⁹ Avec le socialisme scientifique, la révolution est démontrée inévitable à moyenne échéance par une *loi économique*. Il suffisait en effet apparemment d'en convaincre les masses pour que ce savoir les arrache à leur torpeur résignée : « Fatalité de la Révolution sociale — Considérable est la foule ignare qui - dans le prolétariat comme dans la grande et petite bourgeoisie - nie l'inéluctabilité d'une transformation sociale à une époque plus ou moins rapprochée [etc...] » ³⁰

• *Chronologie 1971-1981*

²⁶ *Almanach de la question sociale 1896*, 1.

²⁷ *Le collectivisme au Palais Bourbon, séance du 20 novembre 1894*. Lille : Delory, [1894], 12.

²⁸ Loc. cit., 25.

²⁹ *Le Salarariat* [Rouen, guesdiste], 21 déc. 1890, p. 1.

³⁰ G. Defnet, *Le Peuple* [Bruxelles], 8 mai 1890, 1.

[Retour à la table des matières](#)

Mars 1972 : "Convention nationale" de Suresnes. Adoption du programme intitulé *Changer la vie*, formulation poétique de la Révolution, mis en œuvre par Jean-P. Chevènement et préfacé par Fr. Mitterrand. Le but du PS est synthétisé en ces termes : « Un modèle de croissance qui exclut le profit et soit exclusivement consacré au Bonheur de l'homme ». ³¹ Les mesures immédiates prônées comprennent une direction renforcée de l'économie (avec le projet d'une banque nationale d'investissement), un vaste programme de nationalisations, susceptible d'être indéfiniment élargi puisqu'il est dit qu'à la demande des salariés d'une entreprise, celle-ci pourrait entrer dans le secteur public. L'appropriation collective intégrale des moyens de production constitue donc la transformation projetée : on demeure dans la longue durée du « marxisme orthodoxe ».

13-17 décembre : Congrès du PCF. Georges Marchais nommé secrétaire général.

1973 : 4-11 mars : Elections législatives. PC et PS font à peu près jeu égal au 1^{er} tour. La droite, UDR, RI et CDP ont la majorité des sièges avec une minorité de voix.

5 avril : Les trois partis du Programme commun désignent F. Mitterrand comme candidat unique de la gauche, approuvés par les grandes centrales syndicales CGT, CFDT et FEN. J.- P. Chevènement publie *Le vieux, la crise, [11] le neuf*, Flammarion 1974, extraordinaire vaticination inspirée.

28 juin : Le gouvernement dissout Ordre nouveau et la Ligue communiste.

1974 : première année des « dissidents », parution de *Sakharov parle* (Le Seuil). Publication de *L'Archipel du goulag*, succès considérable ; voir plus bas.

1974 : Echec de François Mitterrand à l'élection présidentielle. Valéry Giscard d'Estaing est élu président de la République. La politique giscardiste sera celle d'une « démocratie libérale avancée ». Adhésion au PS des militants participant aux "Assises pour le socialisme", en

³¹ Cit. Nay 342.

fait Michel Rocard et ses amis (la minorité du PSU et une grande partie de la deuxième gauche).

Décembre 1974 : Chevènement, gardien auto-institué de l'orthodoxie, s'en prend à l'évolution suspectée du parti vers ce qu'il nomme un "néo-travaillisme". Pierre Guidoni craint aussi que le PS, devenant un parti "attrape-tout", se contente de vouloir "repeindre la société bourgeoise avec beaucoup d'Illich et un peu de Marcuse" et qu'il renonce à la détruire.

Février 1975 : Congrès de Pau. Motion présentée par le CERES, elle récupère la crise mondiale de 1974, après le Choc pétrolier, pour faire renaître l'eschatologie révolutionnaire ("...cette crise n'a pas de solution dans le cadre de la société actuelle").

Juillet 1975 : paraît un des 1ers « nouveaux philosophes », Glucksmann, André. *La cuisinière et le mangeur d'hommes. Essai sur les rapports entre l'État, le marxisme et les camps de concentration*. Seuil, 1975.³²

Novembre 1975 : Edmond Maire, leader de la CFDT, expose que la Deuxième gauche à laquelle il adhère s'efforce d'appréhender le réel sans *a priori* dogmatique, se démarquant ainsi de "ceux qui prétendent détenir la science de la révolution".

Victoire de Hanoï sur le Sud. Après-Vietnam : cinq cent mille Vietnamiens fuient le pays dans une première vague. Drame des *Boat People* dont plus de la moitié périt en mer ou massacrée par les pirates.

Affrontements verbaux violents du PS et de la presse de gauche en général avec le PCF et *L'Huma* sur le Portugal et les méthodes staliennes du Parti portugais.

1976 : Le PCF abandonne officiellement la « dictature du prolétariat » ; il affirme ainsi, dit-on, son indépendance par rapport au PC soviétique et participe avec les PC italien et espagnol à l'exploration des voies d'un « eurocommunisme » à l'usage des pays développés d'Europe occidentale, exploration qui n'ira pas loin.

³² Ensuite : Glucksmann, *Les maîtres penseurs*. Paris : Grasset, 1977 ; *La bêtise*. Paris : Grasset, 1985.

Avril 1976 : Michel Poniatowski prédit que si Mitterrand est élu, les chars soviétiques « camperont le mardi suivant sur la Place de la Concorde ». ³³

Juin 1977 : Congrès de Nantes. Aucune synthèse ne peut intervenir entre la direction du PS et le CERES. Le CERES demeure exclu de la direction bien qu'ayant obtenu 34 % des mandats. Michel Rocard "fait un tabac" en prononçant un discours sur les "deux cultures politiques" de la gauche française : la culture décentralisatrice, régionaliste, européenne, et la culture jacobine, étatique, nationaliste et protectionniste. Le PS se dote d'un hymne, *Changer la vie*, musique de Mikis Theodorakis.

[12]

Beau succès oratoire tout de même de Mitterrand audit congrès : « Il n'y a pas d'issue pour la société libérale, ou être vaincue par nous, ou bien être vaincue par elle-même ! » OVATION ³⁴

21-23 sept. 1977. Depuis 1972, le PCF est mû par la crainte croissante de voir le PS profiter de l'Union de la gauche plus que lui - ce qui est en passe de se confirmer. Rupture donc, voulue par le PCF, de l'union de la gauche sur la « réactualisation » du Programme commun. Intransigeance du PCF sur des nationalisations additionnelles exigées, sur la politique extérieure, la politique de défense. Dès le lendemain du divorce, le PCF attaque le PS comme un « parti de droite ».

1978, 12-19 mars : Echech du PS aux élections législatives, éclatement de la majorité du parti et mise en cause du credo de 1971.

1979 : Second choc pétrolier à la suite de la révolution iranienne. Il va se faire ressentir très fortement jusqu'en 1981. Retour de la « stagflation ». Parution des *Trente glorieuses* de Fourastié.

Mars 1979 : Congrès de Metz ; 6 avril : François Mitterrand l'emporte sur Michel Rocard. Motions farouches des plus radicaux dénonçant "l'affadissement de la ligne politique du PS". Réaffirmation de la volonté de rupture avec le capitalisme. Mais aussi présentation de deux motions mettant en cause cette notion sacrée de *rupture* : celle de Pierre Mauroy qui apporte des nuances aux concepts de "rupture avec le capitalisme" et de "transition vers le socialisme". Elle dénonce

³³ Cité par Mitterrand, *Abeille*, 155.

³⁴ Cit. Moreau, *Socialisme*, 257.

"le mythe du Grand Soir" et insiste sur les "contraintes économiques". Motion de Michel Rocard qui s'en prend à la notion même de rupture : la motion met plus l'accent sur la participation des travailleurs à la gestion des entreprises que sur l'appropriation collective des moyens de production.

Juillet 1979 : les forces sandinistes s'emparent de Managua. Dernier grand enthousiasme de gauche pour un socialisme révolutionnaire tropical. Rapides désillusions.

1980 : affrontements multiples et croissants entre les ouvriers grévistes et le gouvernement polonais. Accords de Gdansk. Création de Solidarnosc.

Les « révélations » sur le passé de Georges Marchais, volontaire en Allemagne nazie, déferlent.³⁵ Le PCF nie et voit ces diffamations comme inspirées par Mitterrand.

Janvier 1980 : Sakharov, arrêté, destitué, est exilé à Gorki. Soutien du PCF à l'invasion de l'Afghanistan, puis un peu plus tard au coup d'État militaire et à la répression en Pologne. À mesure, le PCF sombre dans l'opinion et perd ses derniers militants.

Janvier 1980, Convention d'Alfortville : adoption du "*Projet socialiste*". Présentation du *Projet* par Fr. Mitterrand qui réitère à cette occasion le credo d'Epinais. La rupture avec le capitalisme constitue la condition *sine qua non* de progrès dans tous les domaines. Confirmation de la Rupture prochaine :

Le "Projet socialiste" veut « établir une méthode aussi précise, aussi concrète que possible pour passer d'un état économique, social et culturel

³⁵ Deux décisions de justice, faisant suite à une plainte de Georges Marchais contre ses détracteurs, semblent établir que Georges Marchais est parti en Allemagne sous la contrainte. Il figure parmi les premiers ouvriers transférés en Allemagne, à une époque antérieure au développement de la Résistance et à la création des maquis, il n'a jamais revendiqué y avoir appartenu. L'incertitude subsiste sur la date de son retour en France. Il prétendra avoir profité d'une permission en juin 1943 pour se cacher et ne pas repartir (cas fréquent à l'époque), mais il sera incapable de préciser les endroits où il s'abrita. Aucune trace administrative ni aucun témoignage ne démontrent sa présence en France avant avril-mai 1945.

et par conséquent politique à un autre, du système capitaliste [13] en France à la société socialiste. »³⁶

Fin d'une époque : 15 avril 1980, mort de Sartre. (Mort d'Aragon en 1982.)

Février 1981, Congrès extraordinaire de Créteil : programme pour la présidentielle sous la forme d'un "Appel aux Français", préface aux célèbres "110 propositions" faites aux électeurs par Fr. Mitterrand, dont la thématique du Projet socialiste est pratiquement absente.³⁷ Il n'y est question ni d'une « rupture avec le capitalisme », ni d'ouverture d'une « transition ». Propose non pas un changement révolutionnaire conduisant au socialisme, mais une politique réformiste tous azimuths. Le programme s'articule autour de quatre thèmes peu controversés : la paix, l'emploi, la liberté, la France.

• *Maos et gauchistes*

[Retour à la table des matières](#)

1967 : fondation du PC m-l. et de *L'Humanité nouvelle*.³⁸

1968 : émergence de la Gauche prolétarienne. Parution de *La cause du peuple*.

1969 : parution de *Vers la guerre civile* d'Alain Geismar³⁹ & al. Se mettre « à l'école des masses » et préparer par de vastes massacres des ennemis du peuple la fraternité universelle.

³⁶ Cit. Moreau, soc, 265.

³⁷ Texte sur L'OURS, office universitaire de recherche socialiste : <http://www.lours.org/>

³⁸ Le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) est le nom adopté le 31 décembre 1967 par le Mouvement communiste français marxiste-léniniste. Il défend des positions maoïstes. En 1985, il se rebaptise Parti pour une alternative communiste - et s'autodissout trois ans plus tard.

³⁹ En 1986, il rejoint le PS. Le 16 octobre 1990, il est nommé inspecteur général de l'Éducation nationale. Directeur-adjoint du cabinet d'André Laignel dans le gouvernement Michel Rocard, il entre en mai 1991 au cabinet de Lionel Jospin, alors ministre d'État, ministre de l'éducation nationale.

1975 : *Le Quotidien du peuple*, organe du PCR m-l. Le paradis albanais contrasté à la misère française !

Pour les maoïstes (leur apparition et leur rupture avec le PCF, « complice de l'impérialisme », remontent à 1963), en s'alliant au PS, les communistes i.e. les « révisionnistes » ont confirmé leur attitude de trahison de classe : ils « capitulent » devant la candidature bourgeoise de Mitterrand. Seul le PC m.-l. est authentiquement révolutionnaire.

• *Décalage croissant entre le discours socialiste, le programme commun et le mouvement des idées*

[Retour à la table des matières](#)

Paradoxe apparent qui est le fait le plus frappant et le plus lourd de conséquences de l'histoire des idées dans le dernier tiers du 20^e siècle : les socialistes viennent enfin au pouvoir en 1981 avec des idées, un programme non seulement « périmés », sapés par tout le mouvement intellectuel delà décennie, mais rendus profondément suspects aux yeux du monde intellectuel. C'est en effet bien avant 1981 que la gauche intellectuelle a subi une mutation intégrale. L'hégémonie sarro-communiste qui avait été si pesante est en voie d'effondrement. Du coup, les conceptions étatistes du PCG, l'économie dirigée promise sont jugés ringards - et dangereux si appliquées - par des dizaines de publicistes « anti-totalitaires » - venant renforcer le "casse-cou" prophétisé par des économistes. Tout ce qui semble à potentiel « totalitaire » tombe sous une suspicion dont les socialistes mitterrandiens - desquels les dogmes, la phraséologie et la rhétorique, comme on a vu ci-dessus, sont invariables, - ne semblent pas se rendre compte ou à laquelle ils réagissent avec un agacement peu lucide.

On ne saurait sous-estimer l'impact des ainsi nommés « Nouveaux philosophes ». Non pas que ce soient ou [14] furent de grands esprits. Beaucoup, en outre, avaient conservé de leur passage par le gauchisme/maoïsme un style intimidateur, excessif et sans nuance, un penchant au simplisme manichéen du type *Liberté vs Totalitarisme*, un fort peu sobre esprit soixante-huitard combiné à des lectures hâtives et récentes de catéchumènes de Tocqueville et de Hayek... Mais ils per-

mettent un rattrapage devenu urgent et surmontent décisivement une auto-censure et une antique intimidation : ils donnent une « légitimité de gauche » à la répudiation du totalitarisme et à l'examen des crimes du socialisme réel. La désillusion politique - qui est leur marque de commerce - rejoint les froides conclusions de toujours des libéraux et de la droite.

On ne peut ramener du reste la critique anti-totalitaire (pour l'étiqueter un peu simplistement) à ce groupe jeune et médiatique qu'on a baptisé⁴⁰ « Nouveaux philosophes » et à l'instrumentalisation carriériste, médiocratique et intellocratique de la dénonciation de l'URSS et du totalitarisme.⁴¹ C'est une piteuse contre-vérité para-stalinoïde de prétendre ceci et que toute cette critique n'aurait été qu'un phénomène commercial orchestré, - contre-vérité qui traîne ici et là chez les nostalgiques des Grandes espérances totalitaires. En réalité, la critique anti-totalitaire des années 1970 vient *de partout ou presque*, de tout ce qui compte vraiment (et non pas médiatiquement) dans l'intelligentsia de gauche, des « vieux » et des plus jeunes - de ce qui restera quand la poussière des effets médiatiques et des essais souvent hâtifs sera dissipée : d'Edgar Morin, Cornélius Castoriadis, Claude Lefort, Marcel Gauchet, Olivier Mongin, Pierre Vidal-Naquet, Maurice Clavel, Jean-François Revel, Jorge Semprun, Jean-Marie Domenach, P. Thibaud, Pierre Rosanvallon, Michel Winock, François Furet (il y a beaucoup d'historiens dans cette liste), de Jean Daniel par d'abondants éditoriaux soulignant et propageant l'effet-Soljenitsyne dans *L'Observateur*, de Jacques Julliard dans *Libé...* Et j'en passe. Sans parler des soviétologues dont c'est enfin l'heure de gloire, Annie Kriegel, Alain Besançon et de la traduction continue d'essais de Soviétiques décrivant la chose « de l'intérieur », voir par exemple, Zinoviev, *Les hauteurs béantes*, 1977,...⁴² Et de Jean Baudrillard, toujours nihiliste, ironique et cryptique, humoriste sarcastique des aveuglements et malheurs de *La gauche divine* etc.⁴³

⁴⁰ *Nouvelles litt*, mai 1976.

⁴¹ Plus encore que leurs livres, les articles et interventions à la télé desdits philosophes télégéniques ont eu un impact. Une date : le papier retentissant d'A. Glucksmann dans le *N. Observateur*, « Le marxisme rend sourd ».

⁴² Les terribles *Récits de la Kolyma* de Varlam Chalamov ne paraissent intégralement chez Verdier qu'en 2003, mais des parties en étaient parues chez Maspero/La découverte depuis 1980 à 1986.

Jean-Claude Guillebaud avec *Les années orphelines* donne en 1978 un des livres les mieux informés et les plus terribles sur les « illusions meurtrières » de la gauche. Trois mots russes ont pénétré le vocabulaire français et sont intégrés dans toute discussion sur l'URSS et sur le socialisme : *goulag*, *nomenklatura*, *samizdat*...

Seul Jean-François Revel toutefois, tirant les conséquences concrètes de tout ceci, devient à *L'Express* un ennemi implacable de l'Union de la Gauche, censée dominée par le PCF, indulgente aux régimes soviétiques et préparant un régime « totalitaire » en France. (Bien entendu dans les faits, vus rétrospectivement, le PCF est déjà en nette et irrévocable perte de vitesse.) D'autres, notamment parmi les nouveaux philosophes, refusant de suivre Revel ou hésitant à le faire, soupçonnent tout de même - et le disent dans d'abondants articles - que la Gauche venue au pouvoir sera plus étatiste, jacobine, autoritaire et bureaucratique qu'il n'est souhaitable.

Il n'est en tout cas guère d'intellectuel crédible, de renom, ces années-là, qui fasse barrage à ce déferlement de livres, de colloques et d'articles, de revues nouvelles, ou qui soit en mesure d'y répliquer avec crédibilité. Le vieux sophisme intimidant que toute critique des communistes et toute tiédeur à l'égard de la Révolution valent ralliement à l'ordre établi et engagement au service des Deux cents familles ne prend plus. (D'intellectuels communistes renommé, il n'en est plus guère désormais si ce n'est Louis Althusser, de plus en [15] plus confus, insane, déconsidéré⁴⁴... avant qu'il n'étrangle sa femme dans une crise de démence en novembre 1980. Et Jean Ellenstein, se disant « euro-communiste », dont la notoriété sera de courte durée. Ellenstein cherche avec quelques comparses à *sauver* le marxisme en sacrifiant le lest, le stalinisme et certains éléments du bolchevisme/léninisme : mais c'est trop peu, trop tard... Louis Aragon qui ne s'exprime plus sur la scène publique connaît une vieillesse à la dérive ; il va mourir en 1982.)

Les grandes revues démocratiques et « anti-totalitaires » qui vont dominer la fin du siècle et écartèreront ou dévalueront les *TM et Tel*

⁴³ On a une rapide chronologie de tout ceci dans : P. Ory, « Barbarie à visage humain », *L'entre-deux mai*. Seuil, 1983. 228-. Et sans parler ici de l'émergence de la Nouvelle droite, cf. A. De Benoist, *Vu de droite*, 1978.

⁴⁴ Il me faudrait périodiser. Sa soutenance à Amiens en 1975 lui vaut tout de même la page 1 du *Monde*.

Quel sont toutes nées avant 1981. *Commentaire*, en 1978. *Le Débat*, 1980 qui se placera vite en position dominante. *Esprit* qui change de direction et de ligne en 1976 et patronne colloques et collections. *Libre* de Cl. Lefort et C. Castoriadis et *Contrepoint* qui seront éphémères.

On a dit que le grand choc - dans certains ouvrages, cela semble le choc traumatique unique⁴⁵ - tient à la publication de *L'Archipel du Goulag* en 1974 et à sa vaste diffusion en France.⁴⁶ Les tentatives brutales du PCF pour étouffer l'impact de Soljenitsyne ont certes l'effet contraire, le succès de librairie est immense ; la critique de l'URSS se libère des réticences et « nuances » qu'on y mettait naguère, - le chantage à l'anti-communisme, imparable depuis 1945, a cessé d'opérer. En réalité toutefois, les chocs du « réel », pour le militant de gauche supposé illusionné, ont été littéralement continus de mois en mois au cours de toutes ces années. Toute chronologie des désillusions doit remonter à l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie en 1968. Quelques mois après les « révélations » de *L'Archipel du Goulag*, en 1975, la Révolution portugaise et les pratiques impavidement staliennes du Parti portugais incitent *l'Observateur* (éditoriaux de Jean Daniel) et *Esprit* à exprimer des inquiétudes pour la France et à agiter le spectre de la domination idéologique du PCF sur la gauche. Là dessus, le PCF, toujours désireux de confirmer les inquiétudes et les indignations, donne son appui total à son homologue portugais et Georges Marchais déclare du bout des lèvres que Soljenitsyne pourrait publier dans une France de gauche ... « s'il trouvait un éditeur » toutefois ! En 1975-76, le pionnier de l'anti-totalitarisme, Claude Lefort publie *Un homme en trop. Essai sur L'Archipel du Goulag*. André Glucksmann, ci-devant gauchiste flamboyant, *La cuisinière et le mangeur d'hommes*. Jean-François Revel, *La tentation totalitaire*.⁴⁷ D'une semaine ou mois à l'autre des articles de Jean Daniel, Thibaud, Domenach, Julliard dénoncent l'hégémonie » du PCF, illustre de données

⁴⁵ Comme dans Christofferson, *The French Intellectuals against the Left. 1968-81*.

⁴⁶ Soljenitsyne, Alexandre (Solzhenitsyn, Aleksandr Isaevich). *Pis'mo vozhdiam Sovetskogo Soiuza*. 1973. *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique. Et autres textes*. Paris : Seuil, 1974. Évidemment l'auteur russe ne dit rien qui ne fût déjà connu à travers les livres de V. Serge, Panait Istrati, Souvarine, Viktor Kravchenko, mais une censure énorme s'était peu à peu levée.

⁴⁷ Suivi par *La nouvelle censure*, 1977.

nouvelles son irrémédiable totalitarisme, ils dénoncent aussi la prétendue « capitulation » des socialistes devant ledit totalitarisme communiste. Les communistes sont « incurables » : la formule diagnostique de M. Clavel en 1976 sera répétée partout ; il y avait encore naguère ceux qui concédaient (y compris dans le Parti qu'ils voulaient réformer) que le PCF était « encore insuffisamment » démocratique ; on entend désormais les voix prédominantes de ceux qui ont conclu qu'il ne le deviendra jamais. ⁴⁸

La dissidence soviétique, cette année-là, est à l'ordre du jour ... et le sera plus encore en 1977 qui est l'année de la *Charte 77*. À partir de 1977, s'ajoute en effet aux dénonciations du système soviétique, la défense vigoureuse et accusatrice des - de plus en plus nombreux ou, du moins, de mieux en mieux identifiés - « dissidents » persécutés et psychiatisés de l'Est, à quoi s'ajoute ensuite après 1978, le soutien aux misérables *Boat People* - auquel se rallient, la mort dans l'âme, les vétérans du Tribunal Russell - et que tourne à l'aigre l'appui naguère indéfectible aux *Vietcong* et communistes de Hanoï. Quant aux crimes, aux massacres par [16] millions du régime maoïste, ils sont révélés par les livres successifs de Simon Leys dont, dès 1971, *Les habits neufs du président Mao*, son premier ouvrage qu'une partie de la gauche couvre d'insultes.

1978 est encore et enfin l'année finale du Génocide cambodgien entamé en 1975 : dès lors la connexion déjà esquissée ici et là, /communisme — génocide/ se met inexorablement en branle. C'est ici l'ultime illusion perdue et l'ultime étape de la dénonciation du communisme soutenue en temps réel par les massacres de masse idéologiquement motivés des *Khmers rouges*, Bernard Kouchner et l'Humanitaire émergent seuls des ruines...

Plusieurs des anti-totalitaires parisiens ne manquent pas de roublardise : ils se présentent - de manière avantageuse et héroïque - comme d'audacieux « dissidents » en France lançant leurs impavides *samizdats* face à l'hégémonie socialo-communiste, au « fascisme rouge » (car la *parenté* entre les « totalitarismes » rouge, noir et brun, - jadis le

⁴⁸ Il faut aussi signaler en 1976, les attaques venues de plusieurs parts contre *Le Monde* et ses complaisances aux totalitarismes, ses prises de position presque diffamatoires contre Soljenitsyne, son auto-censure sur la Révolution culturelle et ses crimes, ses contre-vérités délibérées sur le Vietnam, le Portugal etc. M. Legris, Nora, Domenach y participent.

tabou absolu, du moins dans l'Hexagone, mais pas évidemment dans les mondes germaniques et anglo-saxons - est mise de l'avant par historiens et philosophes comme elle l'est dans les journaux par le publiciste moyen). Les anti-totalitaires parisiens s'auto-représentent, dis-je, comme des esprits moraux, idéalistes, rigoureux, courageux, ayant lucidement liquidé leur trouble passé marxiste ou mao, face aux bas tacticiens d'une gauche politique qui répète piteusement que tout ceci est bel et bon, mais que ça « va faire perdre des voix » à la gauche...

La rupture de l'Union de la gauche en septembre 1977 arrive à point pour les socialistes pour se délester ou se distancier d'un allié dont la compagnie est devenue impossible.

Dans cette conjoncture de désenchantement stoïquement poussé à ses limites, on peut voir que la critique s'étend inexorablement en *cercles concentriques* : la dénonciation du Goulag et de la Terreur ; la mise en cause du léninisme et du bolchevisme ; le questionnement sur l'idée même de révolution, sur les utopies totales, sur la « statolâtrie » et l'État tout-puissant ; le soupçon porté sur tous les marxismes y compris dans leurs versions trotskyste, maoïste, soixante-huitarde et tiers-mondiste qui avaient pu servir un temps de refuge aux intellectuels militants en rupture avec l'idéocratie soviétique et soucieux de ne pas « faire le jeu », de n'avoir pas « trahi », protestant de leur persistance dans l'espérance « révolutionnaire » (d'autres avaient trouvé refuge, un peu moins précaire, dans la Deuxième gauche autogestionnaire). Le Goulag a été l'application logique du marxisme » avait osé écrire A. Glucksmann⁴⁹, des centaines le répéteront après lui. Le tiers-mondisme notamment est rendu suspect de complaisance et d'aveuglement envers les totalitarismes tropicaux et autres dictatures ubuesques drapés dans le drapeau troué de l'anti-impérialisme. La fascination maoïste s'effondre intégralement et les ex-maos, opérant un tour à 180 degrés, seront au premier rang des anti-totalitaires et des humanitaires pro-dissidents. Les tel-queliens abjurent leur maoïsme ... et toujours peu portés à la rationalité critique, reportent aussitôt leur enthousiasme sur les USA. Qui veut faire l'ange fait la bête.

Si débat intellectuel il y a à la fin des années 1970, il porte donc, assez confusément, sur *l'extension* de la mise en cause. Les mêmes

⁴⁹ Glucksmann, André. *Les maîtres penseurs*. Paris : Grasset, 1977, 310 ; voir *La bêtise*. Paris : Grasset, 1985.

principes ne conduisent-ils pas aux mêmes effets ? Quels sont les axiomes fondamentaux du mal absolu au 20^e siècle ? Le totalitarisme et le Goulag sont-ils les produits : du léninisme, du marxisme en général, de l'esprit révolutionnaire, de l'utopie conjointe à l'historicisme, de « l'illusion d'un savoir total permettant de régir l'humanité »⁵⁰, du seul « rêve d'une solution finale au problème politique » ? Dans une telle dynamique liquidatrice, les plus radicaux semblent les plus perspicaces et les moins pusillanimes. Ceux qui pensent encore ou murmurent qu'on est en train de "jeter le bébé avec l'eau du bain" sont sur la défensive et manquent d'arguments. Les philosophes anglo-saxons et allemands de tradition spiritualiste et religieuse qui, jamais traduits et pour cause, *remontaient* depuis l'après guerre aux Lumières françaises, causes originelles alléguées du Goulag et d'Auschwitz, trouvent tout à coup un écho à Paris.

[17]

Le Goulag et la terreur soviétiques conduisent par ailleurs à repenser la Terreur, la Vendée et la Révolution française. Le discrédit du bolchevisme permet de s'interroger à voix haute sur un autre sujet tabou hexagonal, les aspects « fâcheux » de 1789 interprétés à la sombre lueur de 1917. Bousculant les Soboul et les Mazauric, ci-devant gardien de l'orthodoxie, François Furet joue ici un rôle révisionniste décisif. *Penser la révolution française*, toujours en 1977, va dégager la « dimension totalitaire » de 1789 et repérer ses ferments dans la « conscience révolutionnaire » - et créer ainsi un durable malaise dans l'histoire jacobine française et dans la commémoration avenir du Bicentenaire en 1989.

Au cours de ces années, des ex-communistes, contribuant à la révision des « valeurs de gauche », multiplient les auto-critiques contrites (quoique souvent pleine de complaisance). Ce que Pascal Ory qualifie de « genre littéraire nouveau », le *Mea culpa*,⁵¹ Daix, Chatelet, Bizot, cent autres.... Claude Roy dans *Les chercheurs de dieux : croyance et politique*⁵², base la réflexion sur son long passé militant sur ce qu'il identifie comme « le besoin de croire » engendré par une jeunesse

⁵⁰ P. Thibaud, "Contre la prise de pouvoir", *Esprit*, 449 : 1975. 189. Voir la notion de "réaction en chaîne" développée dans Christofferson, op. cit., 203.

⁵¹ Ory, Pascal. *L'entre-deux mai*. Seuil, 1983.

⁵² Paris : Gallimard, 1981.

malheureuse, le besoin de « trouver un remède global à un malheur global ». ⁵³ Il admet que la croyance communiste reposait sur « un schéma de pensée assez sommaire, non moins irrationnel en définitive que les projections religieuses ». Tandis que Pierre Daix, pas encore remis de sa déréliction, se demande « Comment vivre en athée du communisme ? » ⁵⁴

Il faudrait encore mentionner comme effet cumulatif et convergent avec les autres les premiers livres « sérieux » sur l'histoire du communisme français, démontages des légendes pieuses et falsifications comme, en 1975, de Ph. Robrieux, *Maurice Thorez, vie secrète, vie publique*, Fayard.

Régis Debray en 1981, qui développe dans une certaine solitude une problématique originale, avec sa réinterprétation religieuse de la « raison politique », des luttes de libération nationale et d'émancipation sociale avec son équation le politique = le religieux à l'horizon du paradigme retapé de la *Religio perennis*, de la pérennité transhistorique du fait religieux et d'une anthropologie de l'incomplétude » humaine va tirer à sa façon les conclusions du désenchantement des ex-révolutionnaires en Bolivie ou à Paris. ⁵⁵

En somme, la gauche vient au pouvoir en mai 1981 en n'étant soutenue ni par les intellectuels à la mode ni, rétrospectivement, par aucun de ceux qui avaient un talent durable et ont laissé une trace dans l'époque.

• **Dévaluation concomitante d'un rôle social jadis prestigieux** : l'intellectuel engagé de naguère, avec son terrorisme, son manichéisme, ses dénégations et ses illusions, l'intellectuel de parti, l'intellectuel au service de la révolution... *l'intellectuel-idéologue*, celui qui mettait les paroles sur la cacophonie des affrontements sociaux. Déva-

⁵³ 21.

⁵⁴ *Le futur indocile*. Seuil, 1978, prière d'ins. D'autres *itinéraires* sont beaucoup plus affligeants comme celui de R. Garaudy du communisme à l'islamo-fascisme.

⁵⁵ Debray, Régis. *Critique de la raison politique* [sous-titré ultérieurement : [...] ou *l'Inconscient religieux*]. Paris : Gallimard, 1981. Aussi ses premiers livres médiologiques sur le fait, qui est au cœur de l'histoire des idées, de la « transmission » d'une génération à l'autre et de ses *supports*.

luation radicale nommément de l'« image » de l'intellectuel communiste. Je ne compte pas résumer l'histoire, globalement désolante, des intellectuels communistes et ses interprétations diverses ? ⁵⁶ Bilan [18] globalement négatif donc. Des générations intellectuelles stérilisées, asservies, auto-mutilées, abdiquant leur rôle critique. À l'instar de la révolution, l'engagement communiste a dévoré ses enfants.

[Retour à la table des matières](#)

Dans cette chute de dominos, l'« image » du dernier intellectuel français *par excellence*, Jean-Paul Sartre, mort en 1980, qui au nom d'une position anti-impérialiste dogmatique a fait abstraction de millions d'enfermés, affamés, torturés, cette image a pris un coup non moins fatal et probablement irréversible. Pour lui aussi, on exhume aujourd'hui des textes sévères qui lui refusent la vertu première dont il pouvait se targuer, le *courage* intellectuel, - textes que jadis l'opinion de gauche ne souhaitait pas lire et qui aujourd'hui concluent le réquisitoire. Cornélius Castoriadis écrivait de lui en 1973 : « Sartre maoïsant reste fidèle à Sartre stalinisant : l'adoration du fait accompli,... la justification anticipée de tous les crimes possibles d'une dictature bureaucratique. » ⁵⁷

Subsiste pour un temps une image substitutive affadie : celle de l'intellectuel médiatique-humanitaire.

• *Les socialistes au pouvoir 1981-1983*

[Retour à la table des matières](#)

⁵⁶ Le « classique » en la matière : Tony Judt, *Past Imperfect : French Intellectuals, 1944-1956*. Berkeley : University of California Press, 1992. Voir aussi : Lefort, Claude. « Grandeur et misère de l'intellectuel prophète », *Argument*, I, 2 : 1999. Et les deux grands livres de J. Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956) & Le réveil des somnambules. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*. Et récemment (mais c'est plutôt moyen) une approche bourdieusante des intellos communistes : Matonti, Frédérique. *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*. Paris : La Découverte, 2005.

⁵⁷ Cité par Tony Judt, *Marxism*, 210.

Mai 1981 : Campagne présidentielle. L'affiche de François Mitterrand, la « Force tranquille », un village et son clocher... ⁵⁸ Mitterrand n'a nullement fait campagne sur le Programme commun. La droite est divisée, Giscard impopulaire, le chômage est monté en flèche au cours des années récentes, « résultat de la gestion de droite » assure la gauche. Le PCF, sans aucun enthousiasme, a appelé à voter Mitterrand. Mitterrand défait Giscard d'Estaing et gagne l'élection présidentielle.

21 juin 1981 : Dans la foulée, le Parti socialiste et ses alliés remportent la majorité absolue aux élections législatives. - Pour la première fois de l'histoire ! Le PCF, lui, tombe toutefois de 86 à 44 députés. La droite est « sonnée » pour plusieurs mois. Quatre ministres communistes entrent dans le gouvernement Mauroy. Ces élections triomphales sont perçues par la Gauche comme *un début* alors qu'elles furent le commencement de la fin d'un Cycle, le début de la décomposition d'une « certaine idée » du socialisme. 1981 est l'année où Reagan vient au pouvoir et où Margaret Thatcher s'y incruste, où triomphe partout ailleurs en Occident le libéralisme : la France de gauche se réjouit d'aller à contre-courant.

Les mesures économiques, - nationalisations massives, industrie et finance, et prise de contrôle à 100%, indemnisées à hauteur de 39 milliards de francs... alors que l'échec de l'économie dirigée soviétique est patent *même* pour les économistes du PS - mesures décidées par le PS dans les premiers mois de pouvoir, sont au bout du compte limitées par rapport aux promesses du programme CG. Toutes limitées qu'elles étaient, elles n'ont produit aucun effet magique ; au contraire, elles ont entraîné des conséquences négatives immédiates (chômage asymptotique, crise financière et monétaire) et toutes ont été abrogées, suite notamment au retour aux affaires de la droite en 1986. Dès la fin de 1981, l'opinion en juge mal. Les Français qui ont voté à gauche attendaient une amélioration de l'emploi, de meilleurs salaires, ils croyaient

⁵⁸ C'est l'irruption décisive des conseillers de communication et des publicitaires dans la vie politique et démocratique en la personne de J. Séguala. Viendront ensuite de sa part en matière de slogans « vendeurs », en 1988, « Génération Mitterrand », inspiré de la campagne *Génération Pepsi* de 1984 ou « D'abord l'emploi ». En février 2009, invité au Télématin de France 2, Séguala est à l'origine d'une controverse en déclarant à propos de l'image « bling-bling » de Nicolas Sarkozy qu'il soutient : « Si à cinquante ans, on n'a pas une Rolex, c'est qu'on a quand même raté sa vie ! »

que les nationalisations y contribueraient, bien peu entendaient au reste littéralement et précisément « Rupture avec le capitalisme ». Une partie des socialistes apprennent le réalisme à mesure que les « difficultés » se multiplient - tandis qu'une autre partie, appuyée par les communistes, trouve que ça ne va pas assez vite et veut accélérer la Rupture promise, franchir un « seuil » à partir duquel l'expérience » deviendra irréversible.

Deux décisions de Mitterrand sont décisives au cours de ces premiers mois, mais étrangères au PCG : le [19] maintien du franc dans le Serpent monétaire européen et l'appui à l'installation de fusées Pershing face à la menace des SS 20 soviétiques. Les mesures de décentralisation (avec bien des bémols car les habitudes centralisatrices sont coriaces) prises par le gouvernement survivront aussi et seront accentuées. Le budget de la culture est grandement augmenté (toutefois *l'État culturel* mis en place sous Mitterrand et dirigé avec dogmatisme esthétique par Jack Lang suscitera un jour d'amères critiques : la « culture » d'État qu'il a engendrée est un échantillonnage affligeant d'un oxymore d'époque : le pompiérisme d'avant-garde, style « Colonnes de Buren ».⁵⁹) Le monopole d'État de la télé est aboli. L'IVG est remboursée par la sécu. La peine de mort est abolie. Le financement des partis politiques est encadré par une loi (qui sera insuffisante pour empêcher les magouilles). Le cumul des mandats est en principe limité - en principe... Le prix unique du livre est imposé. Toutes ces mesures de modernisation dureront. Mais elles n'ont rien de particulièrement « socialiste ».

La retraite à 60 ans, la semaine de 39 heures, la 5^e semaine de congés payés figurent dans les mesures sociales qui seront populaires - mais dont on peut se demander 1. Si elles étaient typiquement socialistes, 2. Si elles étaient judicieuses. 3. Pour la retraite à 60 ans, on peut demander si la mesure n'était pas anti-démocratique en soi et malthusiennement contre-productive.

La démocratisation de la vie en milieu de travail a été, dans les faits, très limitée.

Octobre 1981, Congrès de Valence : congrès de la victoire caractérisé par la violence des imprécations et l'aspiration à voir "tomber des

⁵⁹ Fumaroli, Marc. *L'État culturel : une religion moderne*. Paris : Éditions de Fallois, 1991.

têtes". Affirmation répétée que les nationalisations ne sont qu'un début. Motion : « L'objectif n'est pas de moderniser ou de tempérer les effets les plus néfastes du capitalisme, mais bien de le remplacer à terme par le socialisme. »⁶⁰ 26 octobre, le ministre Louis Mermaz au micro d'Europe I : pour surmonter la crise, nous allons « prendre l'argent où il se trouve..., dans les caisses du grand capital. »

29 novembre 1981 : Le ministre des Finances Jacques Delors, alarmé par les difficultés et l'affaiblissement continu du franc, demande une « pause » sociale. D'autres, qualifiés par Le *Monde* de "réalistes", Jospin, Rocard, font chorus.

Décembre 1981 : Loi martiale en Pologne. Condamnée par le PS, hautement approuvée par le PCF, encombrant partenaire comme on pouvait le redouter. Le ministre Claude Cheysson déclare en diplomate pragmatique : « ... bien sûr, nous n'allons rien faire ! » Preuve pour la presse de droite de la scélératesse du régime d'Union de la gauche.

Ce même mois paraît *La crise de l'État providence* de Pierre Rosanvallon : constat de dysfonctionnement du système et appel à une « post-social-démocratie ».

Février 1982 : Les élections partielles résultant de l'invalidation de 4 députés socialistes sont gagnées par l'opposition. Les élections cantonales ne sont pas bonnes pour le PS.

Mai 1982, Raymond Aron, oiseau de mauvais augure comme on devait s'y attendre, diagnostique dans *le Figaro* : « An I, l'échec prévisible ».⁶¹

Octobre 1982, Pologne : mise hors-la-loi du syndicat ouvrier *Solidarité*, Dec. 1982 : A. Sakharov prix Nobel de la Paix, empêché de le recevoir - et insulté par *l'Huma*.

Novembre 1982, F M obtient l'amnistie des généraux putschistes d'Algérie passant outre aux réticences des [20] députés socialistes.

En somme, ce qui a réussi, qui apparaît judicieux et s'est maintenu n'était pas socialiste, si c'était *grosso modo* « de gauche ». Alain Madelin le dira au micro d'Europe I le 12.2.1983 en une formule pour

⁶⁰ Comité dir. PS, *Le poing et la rose*, 93 :1981.

⁶¹ Chronique du 28.5.1982.

cette fois sans litote : « Ce qui était socialiste n'a pas marché. Ce qui a marché n'était pas socialiste... »⁶²

Après trois dévaluations successives, une inflation galopante, le recul du pouvoir d'achat, l'absence de relance, les licenciements massifs et l'augmentation de près de 50% du nombre des chômeurs, il apparaît qu'il faut changer de cap. « Parvenu au pouvoir, le parti entreprit d'appliquer scrupuleusement son programme dont il dut vite reconnaître malheureusement l'irréalisme foncier. »⁶³ « On ne change pas la société par décret », titre Michel Crozier en 1983. Dure découverte !

• *Le Tournant de la rigueur*

[Retour à la table des matières](#)

1983 : Les élections municipales sont déplorables pour la gauche. Début d'une "machine arrière" en catastrophe : le thème jadis honni de la "modernisation" se substitue à celui de la rupture, et nul ne parlera plus de "transition" vers le socialisme. La rigueur veut dire : une meilleure rémunération du capital, l'austérité budgétaire, le contrôle des salaires, casser l'inflation et redresser le franc avant tout ; ensuite, moderniser l'entreprise et en assurer la compétitivité sur le marché mondial.

La grande crainte des socialistes est de faire comme Léon Blum en 1936 : une politique généreuse mais qui ne tient pas la durée et qui les chasse du pouvoir. Mitterrand - et pour un temps beaucoup plus court, le PS - ne se maintiennent donc vaille que vaille au pouvoir - au milieu des dénonciations de ceux qui dans le parti croyaient au PCG et pour qui « réformisme » était un mot obscène, pour qui le gouvernement trahit ses Idéaux - que pour avoir renoncé à appliquer leur Programme ou n'en avoir conservé que les clauses modernisatrices justement. « Faire avaler la pilule » aux militants, telle est apparemment la grande difficulté.

Les secteurs nationalisés, en vue de se rendre compétitifs, procèdent à des mises à pied massives (dénommées « restructurations ») tandis que, autre effet pervers, les subventions à des secteurs industriel

⁶² Cité par Halimi, 359.

⁶³ Moreau, "Congrès", 96.

en faillite continuent à obérer le budget. Des amabilités au Général Jaruzelski, des accords commerciaux avec le Bloc de l'est aux ventes d'armes aux dictatures du tiers monde, les socialistes se mettent même à faire du « réalisme » à outrance.

Chevènement quitte le gouvernement hostile à la politique de la rigueur.

La nomination de Laurent Fabius comme premier ministre en juillet 1984 confirme que le tournant (d'abord qualifié de « parenthèse ») est irréversible. L'opinion demeure sceptique, les sondages montrent que la majorité doute de la capacité des socialistes à améliorer une situation qui ne se redresse pas. Le chômage demeure élevé et ne cesse même de croître.

Les socialistes sont désolés de voir dès 1983 les divers clans intellectuels - ex-68ards reconvertis en antitotalitaires, 2^e gauche, libéraux, - se tourner *unanimentement* contre eux. Comme sont unanimes dans leur hostilité les syndicats déçus et les organisations patronales inquiètes ! Consternation des idéologues mitterrandiens, Jacques Attali, Max Gallo... et pendant ce temps-là, les publicistes de droite continuent à dépeindre le pouvoir socialiste comme « totalitaire » ! D'autant plus désolés sont-ils qu'il n'est plus question de rupture avec le capitalisme, que les voici convertis au réalisme productiviste, qu'ils sont devenus les plus grands supporters du capitalisme, encourageant la bourse et exaltant l'entreprise....

[21]

Il leur restera, autre couleuvre à avaler, à embrasser la Cohabitation en 1986 et à lui découvrir des mérites, ce que dûment ils feront.

• *Les Années Mitterrand 1983-1988 - et 1988-1995*

[Retour à la table des matières](#)

En 1984, la gauche enregistre le pire score de son histoire : 21% au PS ; 1 % au PCF. Débandade. L. Joffrin dans le *N, Observateur*, 31. 8.1984, titre : « La gauche en voie de disparition ». Mitterrand est devenu le président le plus impopulaire de la 5^e République.

Gouvernement Fabius - sa devise sera *Verbatim* : « Moderniser et rassembler ». François Mitterrand ne songe plus qu'à sauver les meubles et largue les grands principes. Ni la vertu civique, ni l'action responsable ne sont au pouvoir au cours de ces années. Les socialistes démoralisés s'abandonnent à un conservatisme somnolent et le parti se décompose. En attendant l'affaîsissement moral des socialistes dans les scandales affairistes du second septennat. Fr. Mitterrand compense cet à-vau-l'eau par de grands travaux : Arche de la Défense, Pyramide du Louvres, BNF. Les années Mitterrand seront pour les intellectuels proches du socialisme des années de totale désillusion : c'aura été une dure *Éducation sentimentale*, va écrire Régis Debray, devenu chargé de mission de l'Elysée.⁶⁴

Le Parti communiste quitte le gouvernement en raison, alléguée, de son « orientation libérale ». Il fait son autocritique avec un aveuglement coutumier : c'est l'union de la gauche qui est responsable de son recul. En réalité le parti, en chute libre, ne voit comme remède que la cure d'opposition.

1986 : Nouvel échec électoral. Le PCF passe sous la "barre" des 10%. Cohabitation qui renforce le caractère « monarchique » de la présidence, ce qu'on nomme la « présidentialisation », et marginalise plus que jamais le PS dont le rôle effectif dans les orientations politiques devient inexistant.

Jacques Chirac premier ministre. La droite (re-)privatise CGE, Paribas, St Gobain, la Société générale, Suez, le CCF, TF1. Les gouvernements Rocard, Balladur, Juppé et Jospin - droite et gauche confondues - privatiseront ensuite continuellement : Air France, le Crédit lyonnais, France Télécom, les autoroutes etc.

1987. Michel Rocard à Matignon : de "politiques de rigueur" à "cohabitations", l'électorata de plus en plus de mal à distinguer les politiques de droite et de gauche - et doute que l'une ou l'autre parvienne à résoudre les problèmes. La droite au reste a renoncé à appliquer des politiques à la Reagan-Thatcher ; elle aussi se rapproche du centre.

⁶⁴ Il travaille entre 81 et 85 avec Serge et Béate Klarsfeld pour les aider à organiser l'enlèvement du nazi Klaus Barbie, afin d'obtenir son jugement en France. Il est ensuite nommé secrétaire Général du Conseil du Pacifique Sud, et enfin maître des Requêtes au Conseil d'État et mis en disponibilité sans traitement en 1988. Il démissionne en 1992.

Sur le plan du taux de chômage, l'échec tout au long de ces années, quel que soit le gouvernement, est éclatant : il était à 7.5% en 1981 et atteint un sommet de 11.5% au milieu de 1994 pour redescendre lentement après cette date. Nicolas Baverez date de 1983 le début des *Trente piteuses* du déclin français - ce qui veut dire que les années Chirac, à son gré, ne modifieront aucunement cette tendance au déclin.⁶⁵

Les extrêmes et surtout le Front national (qui remporte la majorité relative des voix ouvrières en 2002 mais y tendait depuis longtemps) ratissent les voix contre le Système et— fameux anglicisme adopté par Le Pen — l'Etablissement.⁶⁶ L'électorat "populaire" se déplace durablement vers la droite et l'extrême droite. La montée du FN relance l'« anti-fascisme » de gauche. Le Front national de Jean-Marie Le Pen, le F.N., - « F comme [22] fasciste, N comme nazi », - concentre les haines, les fantasmes aussi : il incarne à gauche la menace fasciste résurgente, croissante, jamais vaincue, et lui procure un *Straw Man* qui compense la débandade de ses projets.⁶⁷ Les « fachos » du Front national contribuent aussi à faire constamment évoquer Vichy - *épitomé* de la Mauvaise France. Et les livres sur Vichy seront, jusqu'à nos jours, en croissance exponentielle.

1988 : *Lettre à tous les Français* de François Mitterrand, - machine écrite sans l'appui du parti. Ce programme de gouvernement se substitue purement et simplement au texte de Lille (avril 1987) et aux "Propositions" adoptées alors par le parti. Thèmes : "moderniser l'économie" avec le "ni-ni" des nationalisations : ni privatisations ni autres nationalisations. Réformisme sans principes qui répond probablement à la perplexité de l'Opinion. Victoire donc de F M à l'élection présidentielle sur la promesse de l'« ouverture » alors que les socialistes sont en débandade idéologique et que l'encéphalogramme de leurs

⁶⁵ On pourrait explorer aussi en historien des idées la longue déprime française repliée sur un Hexagone frileux dans un monde qu'on voit en pleine « mutation », — de « la France [qui] s'ennuie » de Viansson-Ponté à la « France moisie » de Nicolas Baverez.

⁶⁶ Le PS par contre qui remportait 43% des voix ouvrières en 1951 n'en obtient plus que 12% en 1986. Bergougnieux, *Long remords*, 364.

⁶⁷ Mais le FN ne fait plus que 4% des voix au 1er tour des législatives de 2008.

idées est plat. Cette réélection : caprice de Marianne ? L'extrême droite désormais hypothèque aussi durablement la droite.

12 mai 1988 : Constitution du gouvernement de Michel Rocard (1988-1991). Rocard accède enfin au pouvoir mais incarne une gauche de gouvernement qui ne fait plus "rêver".

Avec la réélection de Mitterrand, les socialistes ou plutôt les mitterrandiens sont confortablement installés aux affaires. On parle de « socialisme gestionnaire », très loin des « rêves » de jadis. François Furet, Jacques Julliard et P. Rosanvallon publient *La république du centre* (sept. 1988) : fin de l'Union de la gauche, disparition annoncée des régimes issus du bolchevisme, dissolution du communisme, fin en France des traits politiques hérités de 1789. « L'idée de gauche, l'idée de socialisme, l'idée de république ont dépéri en même temps... La gauche classique incarnée par François Mitterrand n'a laissé à personne le soin de liquider les illusions qu'elle avait fait naître ». ⁶⁸ « C'est l'irruption de la Fin »... On se met à parler d'une « normalisation de la France » que des esprits libéraux appellent de leurs vœux, mais l'Exception française, à peu près vide de contenu et dépourvue de dynamique, va continuer à former la base d'un repli identitaire.

Juin 1988 : réhabilitations successives en URSS gorbatchévienne de Boukharine, Rykov, Zinoviev, Kamenev, Piatikov, Radek et al. *Perestroïka et glasnost* s'ajoutent au vocabulaire français.

1990 : Le PS adopte une nouvelle "Déclaration de principes" : le Parti "met le réformisme au service des espérances révolutionnaires", ce qui signifie qu'il abandonne désormais toute idée de rupture comme tout objectif systématique de collectivisation. Ce qu'il confirmera en 1991.

Mars 1990 : Congrès de Rennes de « sinistre mémoire » (Wikipedia) : batailles entre courants (dont le nombre est passé à sept), devenus des sous-partis strictement organisés. Guerre de succession et magouilles en tous genres. Cet émiettement du PS, lié à des ambitions personnelles, est indirectement l'effet de la disparition du credo de 1971 que rien n'a remplacé.

1991 : Inculpation de René Bousquet, ami intime de Mitterrand, ci-devant préfet de police de Bordeaux. 1993 : Meurtre de René Bous-

quet. (Christian Didier, son assassin, déclare à la presse que Bousquet était le « mal incarné » et méritait la mort.)

Décembre 1991 : Congrès extraordinaire à l'Arche de la Défense : définition d'un nouveau (?) projet, sous le titre *Un nouvel horizon*, sous la houlette de Pierre Mauroy, devenu premier secrétaire. Acceptation explicite du réformisme. "L'exercice durable du pouvoir depuis 1981, dans un monde très différent de celui qui avait porté l'espérance socialiste à la fin du XIX^e siècle, a sans doute transformé la gauche davantage que celle-ci n'a transformé la société." (Moreau).

[23]

Pierre Mauroy répudie explicitement mais avec une douleur non moins explicite, l'axiome de la rupture anticapitaliste du Programme commun, - mais c'est encore peu et c'est tard : « Oui nous pensons que l'économie de marché constitue le moyen de production et d'échange le plus efficace. Non, nous ne croyons plus à une rupture avec le capitalisme. C'est déjà beaucoup de le dire. »⁶⁹ Il s'agit bien de l'abandon d'une *foi*. Ce qui devrait frapper, mais nul alors ne s'en étonne, c'est qu'une telle répudiation, un tel *reniement* passent comme lettre à la poste. « Le socialisme mitterrandien perdant la foi dans la Rupture avec le capitalisme aurait dû être dans la situation d'un prêtre catholique cessant de croire en Dieu ». ⁷⁰ Or, rien de ceci : les socialistes continuent sans programme défini, ni projet ni grands principes.

1993 : Echec du PS aux élections. C'est la « Fin du Cycle d'Epinais » (dans la périodisation de J. Moreau).

Chevènement quitte le PS en 1993 (dans le contexte de la Guerre du Golfe et du traité de Maestricht) et fonde le Mouvement des citoyens. La ci-devant gauche du CERES se recycle en « République moderne » - « moderne » voulant dire retour à Gambetta et Jules Ferry.

1994. Une polémique violente et confuse se déchaîne en 1994 avec le livre de Pierre Péan, *Une Jeunesse française. François Mitterrand, 1934-1947*, ⁷¹ Vichy est devenu un « passé qui ne passe pas » et le pré-

⁶⁹ *Un nouvel horizon*.

⁷⁰ Moreau, *Socialistes*, 281.

⁷¹ Paris, Fayard, 1994. *François Mitterrand, 1934-1947* a été le best-seller de Péan, mais le journaliste a regretté certaines interprétations accusatrices qu'il

sident n'est pas le seul à être rattrapé par ce passé-là, réinterprété anachroniquement. ⁷² François Mitterrand meurt du cancer alors que la polémique n'est pas éteinte, le 8 janvier 1996.

Dans les années 1990, le PS continue à chercher à se repositionner et se rebricoler une doctrine sur la base du Congrès de l'Arche de la Défense : « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché », sloganise le Congrès de Grenoble, 1999. Jospin, premier ministre, ajoute : « L'État ne peut pas tout »... Toutefois les divergences marquées entre le style de politique de Lionel Jospin et de Gerhard Schröder ou Tony Blair montrent que le PS, en dépit de ces efforts apparents, n'est toujours pas sur le terrain social-démocrate.

Bilan ? L'historien anglais John Laughland dans *Death of Politics*, 1994, tire des années Mitterrand un bilan globalement négatif et même il dresse une sorte de réquisitoire détaillé de chapitre en chapitre. Sur le plan économique, on ne relève aucune constance au cours de ces années, les politiques des gouvernements successifs « sont un pot-pourri de toutes les politiques économiques imaginables, des nationalisations des débuts aux privatisations de la fin en passant par le statu-quo. » ⁷³ F.-O. Giesbert conclut pour sa part, dans *La fin d'une époque* :

Du mitterrandisme, on pourrait dire que c'est ce qui subsiste quand il ne reste plus rien du socialisme. ⁷⁴

La mutation sociologique profonde du PS au cours des années de la fin du siècle tient à un changement radical [24] de « clientèle » : en mai 1981, le PS rassemblait encore 74% du vote ouvrier, en 2002 il

juge contraires à sa démonstration et trop sévères pour François Mitterrand. Il s'en est expliqué dans *Dernières volontés, derniers combats, dernières souffrances*.

⁷² Rousso, Henry. *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*. Paris : Seuil, 1990. = 2^e édition ; la 1^{ère} = 1987. + Conan, Eric et Henry Rousso. *Vichy, un passé qui ne passe pas*. Paris : Fayard, 1994. + Rousso, Henry. *Vichy, l'événement, la mémoire, l'histoire*. Paris : Gallimard, 2001. 1994 = aussi le Procès du milicien Paul Touvier.

⁷³ Julliard, *Malheur*, 43.

⁷⁴ 1993, 72.

n'en capte plus que 13% ⁷⁵. Le PS devient de façon prépondérante un parti de la Fonction publique.

1989. Chute du Mur de Berlin, décomposition accélérée du Bloc de l'Est.

1991. Le 25 décembre 1991, Mikhaïl Gorbatchev entérine la dissolution de l'URSS.

L'effondrement sans coup férir du Bloc soviétique, bloc qui semblait à beaucoup invulnérable à force d'être verrouillé et bétonné, et qui était cependant, à l'évidence rétrospective, intégralement vermoulu, effondrement d'un régime dont il ne subsiste rien (c'est ceci qu'il faut chercher à comprendre car dans l'histoire des civilisations et des empires, ce *rien* est absolument sans précédent), « évanouissement » intégral d'un régime où *nul* ne s'est avisé de défendre par les armes les immenses « acquis du socialisme » dont une propagande incessante avait vanté le caractère précieux et intangible, cet effondrement est devenu, avec vingt ans de recul, quelque chose qui s'est passé dans un autre monde tout en demeurant, l'expression est trop forte mais je la risque, une sorte de « trou noir » qui repousse encore partiellement la lumière explicative. Les historiens, perplexes, vont répétant que jamais dans l'histoire un puissant empire n'est disparu ainsi sans faire mine de livrer combat, sans troubles majeurs et du jour au lendemain. Or, le grand historien récemment disparu que fut Martin Malia avait, lui, trouvé une formule radicale qui résume son explication d'une partie immense du malheur du siècle écoulé : l'URSS s'est effondrée « comme un château de cartes » parce qu'elle n'avait jamais été qu'un château de cartes. ⁷⁶

2002, défaite de Lionel Jospin aux élections présidentielles...

⁷⁵ Chiffres de Rosanvallon, *La nouvelle critique sociale*, Seuil, 2006, 20.

⁷⁶ Malia, Martin. *The Soviet Tragedy. A History of Socialism in Russia*. New York : Free Press, Toronto : Maxwell Macmillan, 1994. *La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie 1917-1991*. Paris : Seuil, 1995. « Of all the reasons for the collapse of communism, the most basic was that it was an intrinsically nonviable, indeed impossible project from the beginning... » Système qui a cherché, par la terreur et dans la pénurie perpétuelle, dans le « flicage » généralisé et la misère matérielle et morale de trois générations, à faire fonctionner une impossibilité pratique jusqu'à la ruine inclusivement.

• *Discours, croyances, doubles jeux et communions*

[Retour à la table des matières](#)

Vient la question théorique et problématologique au bout de tout ceci, question-clé de toute « histoire des idées ». Le Parti socialiste de François Mitterrand a pris le pouvoir en 1981 comme héraut de la « Rupture avec le capitalisme »... Y croyait-il collectivement ? Quel sens les militants donnaient-ils à ces projets « révolutionnaires » couchés en termes passablement radicaux ? C'est la question à poser : celle de la variation historique d'un *croyable/dicible* qu'il ne faut pas confondre avec la seule « foi du charbonnier », mais qu'il ne faut pas non plus considérer comme épiphénoménal.

Vieille question certes depuis que, vers 1900, Georges Sorel, Vilfredo Pareto et Roberto Michels se sont mis en sociologues à scruter la discordance entre les discours-idéologies, les convictions intimes et les actions entreprises et ont proposé de cette discordance des interprétations perspicaces - et contradictoires.

Le Programme commun comme objet de croyance, non pas littérale ni ferme, mais quelque chose pourtant de cru avec une « insoutenable légèreté » qui permettait *in petto* toutes sortes de restriction mentales, programme qui peut être par exemple tenu *in petto* pour « ringard » mais soutenu publiquement au nom de la nécessaire « pureté doctrinale » et approuvé de façon instrumentale - avec le bénéfice moral d'un machiavélisme supérieur : il sert à montrer aux communistes d'une part, aux gauchistes et 68-ards de l'autre, que l'on n'est pas moins radical qu'eux dans la répudiation intégrale de la société capitaliste et de l'impérialisme. Le scepticisme était permis sur la sagacité des mesures promises, mais en faire état publiquement, inopportun et réprouvé par les [25] « doctrinaires officiels ». ⁷⁷

Le PCG n'a été pris littéralement - et donc au tragique - que par les adversaires de la gauche. Jacques Attali sur la campagne de 1974 : « La droite nous bombardait de critiques sur le caractère totalitaire de la société que nous voulions construire avec les communistes ». ⁷⁸ Sur quoi le conseiller (alors) de FM rétorque qu'elle - la droite - ne voyait

⁷⁷ Moreau, *Socialistes...*, 28.

⁷⁸ *C'Était...*, 40

donc pas l'évidence : que Mitterrand « voulait affaiblir, voire détruire le Parti communiste » en « s'alliant à lui ». Attali qualifie aujourd'hui le PCG dont il signale par ailleurs avoir été l'actif défenseur comme un « texte hybride, mélange de mesures sociales de bon sens, de réformes économiques floues et de logorrhée marxiste »⁷⁹. Attali raisonne comme suit : il fallait une bonne dose de « logorrhée marxiste » et de maximalisme apparent pour que le PS devienne majoritaire à gauche, Attali a donc contribué à en rajouter au nom du louable but de dominer et marginaliser le PCF... La « logorrhée » permettait aussi de reprocher hautement à la gauche rocardienne de ne vouloir piteusement que « replâtrer le capitalisme » alors qu'il s'agissait de l'abattre par la stratégie de Rupture ; à tous ces titres elle était indispensable. Mitterrand en privé, nous apprend-on, ne se privait pas de ricaner de façon affligée sur le texte lourdingue du PCG : « Quel charabia ! soupire plus d'une fois le prosateur fêru de classicisme en prenant connaissance de ce jargon nouveau pour lui... »⁸⁰ La question de savoir si les socialistes, du moins les dirigeants ont « cru à leur mythe » - pour transposer Paul Veyne - est donc pour Attali, oiseuse et de mauvais goût.

• Je me rapporte à : Paul Veyne, *Les Grecs ont-ils cru à leur mythe ?* Paris : Seuil, 1983. Dans ce livre de jeunesse, Veyne surenchérit en termes de relativisme sur son ami M. Foucault. Il prétend « étudier la pluralité des modalités de croyances » : chaque société, chaque époque à ses méthodes pour parvenir à quelque chose qu'elles appellent chacune « vérité » ; certes, certaines d'entre elles, nous les nommons rétroactivement absurdités, mythes et fictions, mais c'est que ce ne sont plus nos méthodes et voilà tout. « Les hommes ne trouvent pas la vérité, ils la font », conclut Veyne : William James en serait tombé d'accord.⁸¹

Ou bien, doit-on pour le comprendre, inscrire le discours de la Rupture dans une hégémonie discursive produit de la longue durée ? Quelque chose de plus anonyme et de longue durée, semblable à ce que les historiens des idées appellent « Climat d'opinion » (Cari Be-

⁷⁹ *C'Était...*, 23.

⁸⁰ Cath. Nay. *Le noir et le rouge*, 1984, 340.

⁸¹ Veyne, *Grecs*, 12.

cker) dont la mise en place et la dissolution ne dépend pas d'une conjoncture et encore moins d'un « vécu », mais qui s'impose comme seul cadre légitime du pensable.

Ici intervient une question anecdotique : La « foi » de Mitterrand ? Tous les livres qui ont paru depuis trente ans sur la personnalité de Mitterrand raniment les lieux communs d'une psychologie de comptoir : un cynique face à des jobards et un pur rhéteur qui déclamait sur la société sans classe et ne croyait pas un mot de ce qu'il racontait. D'où les « explications » machiavéliennes de ceux qui se sont fait rouler et gardent ou non rancune : « Mitterrand aurait eu, dès le départ l'intention de discréditer l'idée de "rupture avec le capitalisme" et de provoquer l'échec de la politique de changement... »⁸² Moins paranoïaque, Michel Winock ne pose pas moins, comme *absolument tous* les publicistes qui planchent sur « les Années Mitterrand », la question de la (non-sincérité de l'homme :

Mitterrand au congrès d'Epinay en 1971 a épousé les thèses de la gauche, lui qui n'avait jamais été [26] socialiste, en proclamant que quinconque n'était pas d'accord avec la notion de rupture avec le capitalisme n'avait pas sa place dans le Parti socialiste.⁸³

Le politologue britannique John Laughland conclut sévèrement son livre sur la France des années 1981-95, *The Death of Politics : France under Mitterrand* en voyant en Mitterrand un homme de pouvoir et d'ambition personnelle froide, exclusivement calculateur, manœuvrier, foncièrement étranger à toute conviction socialiste, un comédien cynique qui pensait qu'aucun programme n'engage.⁸⁴ Le portrait n'est pas flatté, mais, en supposant même que le vainqueur d'Epinay et le chantre du Programme commun n'ait pas cru un mot de son discours, reste la question de savoir pourquoi le « peuple de gauche » l'a cru et a cru au réalisme et à l'opportunité de la Rupture avec le capitalisme - et si ce discours n'a pas été cru, quel rôle a-t-il joué ?....

⁸² Halimi, *Sisyphes*, 358. Ce que dira le PCF en quittant le gouvernement en 1984.

⁸³ Winock, *Gauche*, 171.

⁸⁴ Laughland, John. *The Death of Politics : France under Mitterrand*. London : M. Joseph, 1994.

•→ Digression. Le 20^e siècle politique est en train de devenir de moins en moins compréhensible. Avec le *recul du temps*, l'historien se trouve confronté avec des croyances mortes et des idées mortes dont il ne peut partager spontanément la force de conviction évanouie. Le passé est comme un vaste cimetière d'idées mortes, idées qui furent pourtant tenues, jadis ou naguère, pour vraies, acquises, évidentes, démontrées, admirables, sublimes, mobilisatrices... Les idées dont on fait l'histoire, ce sont pour une grande part des idées qui ont été données et reçues pour crédibles, évidentes, bien fondées, « solides », et qui, au moment où on les étudie, sont dévaluées ou en voie de l'être. Des idées aussi tenues pour innocentes et nobles et devenues passablement suspectes *a posteriori*. Des idées en leur temps agissantes, convaincantes, structurantes, - devenues inanes et stériles. Des idées mortes ou languissantes, des idées qui ne sont plus « que des mots », *Abolis bibelots d'inanités sonores !* L'histoire des idées est une histoire des *croyances* collectives : les idées qu'on étudie ne sont pas des rêveries ni des fantaisies individuelles, non plus que des spéculations privées, ce sont des idées qui furent crues dans et par la société, dans ses « milieux » et dans ses « champs » et légitimées à travers ses instances. Les normes sociales, juridiques et civiques, les valeurs, éphémères ou récurrentes en longue durée, les opinions changeantes et transitoires comme les jugements esthétiques (y compris sur le dernier roman à la mode), les argumentations théologiques, les théories et démonstrations scientifiques périmées (et leurs applications sociales), les grands projets collectifs et les grandes espérances ont été « fondées dans l'esprit de ceux qui y adhéraient sur des arguments qu'ils avaient des raisons fortes d'accepter. »⁸⁵ Le problème de l'historien des idées est de reconstituer ces raisons. Le mot de « croyance » n'est pas à prendre comme l'antonyme plus ou moins irrationnel de la connaissance raisonnée et « raisonnable ». S'il est vrai que le recul du temps fait apparaître des aveuglements et des irrationalités dans les convictions, quelles qu'elles soient, dont on peut faire l'histoire, il est toujours nécessaire de chercher à reconstituer les raisonnements, fussent-ils mal informés ou peu perspicaces (mais par rapport à quelle norme idéale ?) qui étayaient ces croyances.

Le scepticisme requis de l'historien n'exclut pas l'empathie » qui est une nécessité de méthode : face à des « idées mortes », il lui reviendra de faire percevoir de son mieux au lecteur actuel leur force de persuasion et

⁸⁵ Boudon, *Raison, bonnes raisons*, 60.

leurs *charmes* quand elles étaient vivantes et que des hommes, devenus peu intelligibles, étaient apparemment prêts à « mourir pour elles ». Sans doute, il lui revient de montrer avant tout des processus narratifs, argumentatifs, des diffusions, des implantations d'idées - choses abstraites, mais à un moment se pose la question de raviver par son exposé la croyance que des hommes y ont investie.

S'en tirer par l'explication » de l'irrationalité foncière ?... la tentation déjuger les croyances des autres et celles de jadis et naguère comme déraisonnables est *simplement stérile* pour le travail historien — [27] autant qu'arrogante. Nul n'a mieux rappelé cette règle de méthode que Raymond Boudon.⁸⁶ C'est la tâche même de l'historien d'aller contre la « pensée sociale spontanée » qui tend invinciblement à juger irrationnel ce qu'elle ne partage pas ou plus.⁸⁷ Que les raisons du passé ne nous semblent plus rationnelles ne permet pas de les écarter comme hors-raison car il n'est pas raisonnable de penser que le présent soit le juge ultime du passé— et il n'est pas indifférent devoir que, dans le passé, certaines idées, certaines thèses aient découlé d'un effort soutenu de rationalité et de démonstration, alors que ces raisonnements mêmes nous sont devenu, comme on dit facilement, « aberrants ».

De Bonnes raisons, donc ? Le militant socialiste appuie sa « foi » dans le *Programme commun de gouvernement* sur des raisonnements, et même « faibles », ce sont ces raisonnements qu'il faut repérer et restituer. J'en reconstitue le plus banal : la SNCF, la Régie Renault, EDF, GDF, les entreprises nationalisées en 1945 « marchent bien », il n'y a pas de raison que la nationalisation promise des banques et des grandes entreprises ne marchent pas et n'enrichissent pas l'État en résolvant les problème de l'emploi et, ce qu'un État socialiste ne peut manquer de faire, en améliorant le « pouvoir d'achat » des salariés. Un tel raisonnement n'est ni très informé (le militant, s'il en a connaissance, ne souhaite pas prendre en considération les chroniques économiques du *Figaro* ou des *Échos* qui promettent le cataclysme) ni très rigoureux, mais il n'est ni pure passion étatiste, ni pur ressentiment

⁸⁶ Boudon, Raymond. *L'idéologie, ou L'origine des idées reçues*. Paris : Fayard, 1986.

⁸⁷ Celle-ci, remarque Raymond Boudon, « confrontée à un phénomène social, manifeste parfois une tendance irrépressible à l'interpréter comme le produit de comportements irrationnels. » *Idéologie*, 11.

égalitariste, ni pur fanatisme révolutionnaire (quoique la passion en toutes choses aide à se convaincre), ni pure dénégation des dangers « totalitaires » de l'alliance avec les communistes (dont le militant PS que *j'idéaltypise* ici se méfie passablement tout en considérant, avec encore des arguments à l'appui, l'alliance avec le PCF indispensable aux progrès de « la gauche ») que dénoncent les gens de droite.

Ces bonnes raisons forment un *noyau rationnel* au cœur d'une nébuleuse messianique/eschatologique de prédication révolutionnaire de bouleversement total imminent.

On voit souvent opposer à la question des idées-croyances une approche strictement instrumentale qui est le propre des politologues cynico-simplistes : ce qui compte et qui seul mérite analyse, ce sont les rapports de force, les progressions politiques, notamment électorales. Ce que racontaient le Programme commun, *Changer la vie*, les débats et les résolutions des congrès sont choses inanes et immatérielles que seuls les adversaires malveillants de la gauche prenaient à la lettre.

La question de la persistance intervient ici. À quelques variations près, constate-t-on avec J. Moreau, le *discours* des socialistes français de 1971-81 a les mêmes accents, les mêmes mots, les mêmes thèmes et déploie les mêmes raisonnements que celui du marxiste Jules Guesde un siècle exactement plus tôt.⁸⁸ Cette fidélité intemporelle fait partie de l'énigme et peut-être de sa solution. Jacques Moreau est le seul essayiste à avoir posé, à propos du discours du PS de ces années 1970, la question du statut cognitif ou psychologique de ce « credo » révolutionnariste, depuis Guy Mollet, homme toujours d'un rouge incandescent... en ses discours, à François Mitterrand, et celle des degrés de croyance et de scepticisme des militants - opposé aux attentes pragmatiques évidemment plus rassises de l'électorat en général.

Force d'inertie ? Les croyances idéologiques ont une tendance à l'inertie. Inertie sociale et inertie individuelle : on ne tient pas à en changer tant qu'on n'y est pas contraint, on y est habitué, on multiplie les réticences devant les démentis et les objections tant qu'on n'est pas mis au pied du mur. Tout le monde autour de moi a pensé et pense la même chose, il m'est difficile de changer seul et de diverger sans y être contraint, et à quoi cela me servirait-il ?

⁸⁸ Moreau, Jacques. *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*. Paris : Hachette, 1998. •→ Nouv. éd., Paris : Hachette Littérature, 2003.

[28]

Rôle d'obstacle de ce « credo » à la pénétration d'idées nouvelles : par sa structure fermée, ce que Moreau nomme le credo fait obstacle têtue à la prise en considération de tout ce qui émerge dans les années post-1968 : féminisme (les années 1970 sont les années du « féminisme radical » - et de l'éparpillement de ce féminisme doctrinaire en sectes éperdument hostiles), activismes des minorités sexuelles, écologie, droits de l'homme et humanitarisme « sans frontières »...

Hypothèse alternative : le *credo* est là pour procurer identité et communion. En quoi en effet le mot *credo* se justifie. La seule fonction d'une idée dominante ou de l'idée-clé d'un « milieu », d'une solidarité politique est-elle de donner à croire et de refléter une croyance ? Pas nécessairement, et c'est déjà beaucoup de le dire. Une idée répétée et « confessée » par tous procure de l'identité, de la communion groupale, elle permet de se positionner face à des adversaires et de reconnaître les siens - choses fonctionnelles qui n'ont guère à voir avec la foi du charbonnier et l'intégrisme littéral.⁸⁹ Mais l'historien des idées a une tendance à croire que les idées partagées et proclamées par une « solidarité » (concept exhumé par Maxime Rodinson⁹⁰) donnée furent fermement et uniformément crues par tous - ou que, *sinon*, leurs propagateurs étaient des tartuffes, des hypocrites et leur public des jobards.

La notion de pensable et de scriptible et celle d'hégémonie. Des mots en -able, -ible pour dire la limite et l'enfermement de tout moment historique dans un cadre structurant : les *connaissable, pensable, croyable, dicible/scriptible*⁹¹ et leur succession en partie imprévisible et arbitraire. Des dispositifs qui « fonctionnent indépendamment » des usages que chaque individu leur attribue, qui « existent en dehors des consciences individuelles » et qui sont « doués d'une puissance sociale » en vertu de laquelle ils s'imposent à une collectivité et s'intériorisent.

⁸⁹ C'est Régis Debray bricolant analogiquement sur le Principe d'incertitude de Godel : « aucun ensemble n'est relatif à lui-même ». Le sacré politique tient lieu de moyen de complétude des groupes humains.

⁹⁰ Rodinson, Maxime. *De Pythagore à Lénine. Des activismes idéologiques*. Paris : Fayard, 1993.

⁹¹ Le souhaitable aussi, souvent confondu par les enthousiastes avec le possible et le vrai, souhaitable qui varie non moins historiquement.

risent dans les consciences.⁹² Comment et pourquoi est-il possible à un moment donné dans une société donnée de penser certaines choses d'une certaine manière et non d'autres, en quoi le discours social détermine-t-il les limites de « conscience » possible ?...

• *Le socialisme après 1981. Les étapes de la décroyance et de la délégitimation. Décomposition du credo. Illusions perdues. Chute des dominos.*

[Retour à la table des matières](#)

Quand les socialistes prennent le pouvoir en 1981, les éléments-clés de ce que - m'inspirant de Moreau - je désigne et synthétise comme *le credo* sont tous en voie d'effondrement, d'illégitimation, - « sens de l'histoire », eschatologie historique, panacée de l'appropriation collective » des moyens de production et d'échange, lutte de classes comme moteur de l'histoire, rôle historique héroïque du prolétariat, mystique de la révolution et du « changement à vue », - tous éléments du Grand récit déjà présents chez les socialistes romantiques mais auxquels s'est attaché vers 1880, de façon largement mythique, le nom de Karl Marx, coryphée du Socialisme scientifique. Ce qui en subsiste apparaît soit comme suspect et plein de dangers - soit comme chimérique.

Le Tournant de la rigueur marque alors non un changement de politique conjoncturel mais *une profonde coupure culturelle entre « deux époques qui ne parlent plus la même langue »*, comme écrit Serge July : « Il est clair qu'en mars 1983, la France a rompu avec sa tradition politique. L'alternance politique a effectivement eu lieu en 1981, mais c'est en 1983 que la France a changé d'époque »⁹³ Et J. Moreau, cherchant une comparaison pour faire sentir la soudaine désuétude : « À partir de 1983, le vieux credo qui avait triomphé de toutes les tentatives [29] révisionnistes et qui avait été le ressort caché de l'histoire du parti, paraît aussi désuet que ces théologies médiévales dont les livres emplissent les bibliothèques. »⁹⁴

⁹² C'est ici, on l'a compris, appliquée au croyable-discursif, la définition même du *fait social* selon Emile Durkheim.

⁹³ July, *Les années Mitterrand*, 1986, 115.

⁹⁴ Moreau, *socialistes*, 295.

Ajoutons que les contre-projets de gauche tenus en respect par le socialo-mitterrandisme, les projets autogestionnaires nommément n'ont pas beaucoup mieux tenu le coup non plus ; ils ont laissé voir, à peine testés, leur côté irréaliste et impraticable.

L'énorme production imprimée de glose marxiste et marxisante à laquelle la France depuis les années 1960 avait si abondamment contribué s'est trouvée intégralement abandonnée et est refoulée à jamais dans l'*illisible*, La fin des États communistes - et la transformation de l'immense Chine en un régime inédit de Capitalisme manchestérien post-totalitaire - ont en effet entraîné *aussi* la dissolution de tout ce qui, pendant un demi-siècle, avait cru s'opposer à ces régimes et les critiquer d'un point de vue supposé « marxiste » hétérodoxe : s'il est une chose dont la nouvelle génération n'a plus aucune idée, c'est ce que pouvait bien vouloir dire il y a 30 ou 40 ans être titiste, trotskyste, bordighiste, maoïste, castriste, anarcho-syndicaliste, etc. Les intellectuels qui quittaient ou étaient exclu du PCF avaient longtemps mis un point d'honneur à continuer à se dire « marxistes », à confesser leur foi dans la « révolution », à bricoler une hétérodoxie qui continuait de se réclamer de Marx. Ce sont encore ici des analyses, des livres, brochures et journaux par milliers réduits à l'état d'abolis bibelots d'inanités sonores. En tant qu'ensemble jadis exaltant et mobilisateur de critiques sociales et de projets radicaux, le Grand récit placé dans les temps de Jules Guesde sous l'invocation « scientifique » de Karl Marx est aussi irrévocablement dévalué, mais surtout rendu *étranger au pensable* que peuvent l'être de nos jours l'eschatologie trinitaire de Joachim de Flore ou le manichéisme cathare.

Deux autres effondrements et dévaluations se sont produits concurrentement et il faudrait périodiser : celui de l'image de l'URSS, ci-devant « Pays où naît l'Avenir », et celui du PCF. On pourrait penser que ceux-ci ne pouvaient que profiter aux socialistes. L'affaire n'est pas si simple. Tout en répudiant le système soviétique, le PS avait probablement besoin qu'il y eût dans le monde un pays étiqueté socialiste, même « dégénéré » et pervers mais (avec beaucoup d'optimisme) susceptible de se réformer un jour et de se « démocratiser », pour se convaincre que l'économie collectiviste n'était pas une chimère et une absurdité inviable dans son principe. La suspicion à l'égard de toute Grande politique radicale qu'entraîne les échecs spectaculaires, les mesures despotiques et les vaines violences de tous les mouvements

supposés « révolutionnaires » des années 1970 (dans lesquels successivement des éléments de la gauche française avaient investi quelque espoir) et les « difficultés » économiques accumulées, les contradictions croissantes et mesures tyranniques et policières du « socialisme réel » hypothèquent le réformisme même pour les années à venir.

Pour le PCF, le déclin va s'accroître en forme de sauve-qui-peut. Les intellectuels ont fui tout au long des années 1970. L'érosion militante est spectaculaire. Ceux qui restent au parti sont loin de l'adhésion passionnelle totale de jadis ; tous avouent des « doutes » sur le Parti, sur l'URSS. Du point de vue électoral, 1977 marque le début de la chute finale du Parti, tenté chaque fois que ça va mal de retourner à son isolement sectaire (ainsi qu'il fera une ultime fois en 1986 précipitant sa propre fin), incapable d'influencer la politique du gouvernement, intellectuellement désavoué, perdant plus de la moitié de ses électeurs entre 1978 et 1986, - parti qui ne parviendra jamais ni à se réformer ni à convaincre l'opinion, désormais majoritairement hostile ⁹⁵, qu'il peut ou veut se débarrasser de son stalinisme et de ses méthodes de gestion autoritaires et secrètes. « Le naufrage communiste », titre Serge July en 1986 : le PCF à 11% est tombé cette année-là au même étiage que le Front national qui va bientôt le dépasser. ⁹⁶ Une institution se débarrasse encore moins aisément qu'un individu d'habitudes mentales indurées. En 1990 encore, Charles Fiterman constate avec exaspération que « Le[30] parti se croit toujours détenteur d'une vérité révélée ». ⁹⁷ La dissolution du Bloc de l'Est est clairement postérieure à cet effondrement qui fut tout d'un tenant électoral et moral. La débandade au reste touche aussi non moins décisivement les maoïstes, les castristes, les admirateurs du titisme et d'autres « expériences » socialistes.

- Je suggère au passage qu'avec la *credo*, une certaine manière emphatique et déclamatoire de discourir en politique, bien incarnée par le style oratoire de François Mitterrand (mais ne lui était pas propre), confine désormais au ridicule.

⁹⁵ Sondage SOFRES 1985 ; 74% des sondés entretiennent une "mauvaise opinion" du PCF.

⁹⁶ Sous-titre dans *Les années Mitterrand*, Grasset, 1986.

⁹⁷ Entrevue N. *Observateur*, 15-21.2.1990.

Si les erreurs économiques sont la cause immédiate de la déroute de 1983, la cause à longue échéance et en profondeur est la décomposition dudit credo - et l'irruption d'idées et de valeurs nouvelles, féministes, droit-de-l'hommistes et humanitaires, gay-activistes, anti-racistes, écologistes, qu'il était impossible ou très difficile d'y faire tenir. Apparition de nouveaux sujets historiques et de nouvelles « victimes » : les femmes, les lesbiennes, les gays, les transgenres, les minorités visibles, les handicapés, les exclus de la « fracture », les chômeurs, les précaires, les sans-papier, les immigrants frustrés dans leur « droit à la différence » qui s'efforcent de monter sur le rafiote socialiste en surcharge.

Renversement axiologique et éthique concomitant aussi : remplacement des valeurs collectivistes par des valeurs étiquetées anti-totalitaires, par les droits individuels et la valorisation des compromis démocratiques, scepticisme à l'égard des prétendues lois de l'histoire et de leurs fatalités. Changement *d'ethos* : vertus nouvellement découvertes du « dialogue » et du « consensus », avantages psychiques et civiques du scepticisme raisonnable, du relativisme et de l'esprit de compromis⁹⁸, vice reconnu inhérent à tout dogmatisme, rejet du manichéisme, du blanc-et-noir, condamnation morale du bon vieux « mensonge pour la bonne cause », de la justification politique de la violence, du « machisme » révolutionnaire, doutes quant aux vertus et à la sagacité des engagements inconditionnels. On pourrait parler ici je pense d'une *féménisation* des valeurs politiques prédominantes.

Reprenons pourtant le *Travelling arrière* de longue durée... Ce n'est pas la seule foi socialiste-révolutionnaire qui a reçu le démenti ultime ces années-là, c'est l'ensemble plus vaste, épistémologique en quelque sorte, civilisationnel, des programmes de sacralisation de l'histoire promettant un *eschaton* séculier et une société prochaine « délivrée du mal » qui a perdu toute crédibilité. Avec le credo, se dissout la « sacralisation de la politique » qui fut le propre du 20^e siècle et qui était née au siècle précédent. Les années 1980-90 voient la fin des Grands récits de l'histoire, c'est à dire de l'idée d'une histoire des

⁹⁸ On se met à répéter sur un ton pénétré le propos *agnostique* de Raymond Aron : « Ce n'est jamais la lutte entre le bien et le mal, c'est le préférable contre le détestable ».

hommes soumise à des « lois » bienfaitantes, dès lors, la fin de cette « idée de progrès » qui remonte à Turgot et Condorcet, la dévaluation irrémédiable de tout « historicisme » (au sens que Karl Popper a donné à ce concept), l'évanouissement des représentations, à l'horizon de l'avenir, d'une lutte finale entre les justes et les scélérats et d'une réconciliation des hommes, d'un saut bienheureux dans le « Règne de la liberté »... Dès 1979 encore, Jean-François Lyotard, dans le plus perspicace de ses livres, avait caractérisé l'émergente « condition postmoderne » comme devant être essentiellement déterminée par la décomposition des Grands récits, par l'incrédulité nouvelle à l'égard d'un paradigme polymorphe dans lequel toutes les générations modernes, depuis le siècle des Lumières, avaient au contraire investi leur foi et leur espérance.⁹⁹

À la fin des années 1930 à Vienne, Eric Voegelin (ce penseur chrétien rigoureusement « réactionnaire » que le monde francophone « découvre », selon sa tradition, avec un bon demi-siècle de retard) a caractérisé *l'essence* de la modernité séculière comme tenant à l'apparition et aux progrès de « religions politiques » élevant, dans [31] un monde privé de transcendance, ce qu'il nomme un *Realissimum*, une Idole plus-que-réelle — l'État, la Production économique, la Science, la Race et le Sang, la Nation, la Classe.¹⁰⁰ Les « religions politiques intramondaines » *déplaçaient*, à ses yeux, la transcendance en construisant en ce monde une hiérarchie des choses et des êtres surmontée par un Plus-que-réel. Comme aux idoles des temps barbares, divers « boucs émissaires » devaient être sacrifiés au Plus-que-réel tandis que des « hommes nouveaux », rééduqués, seraient entraînés à le servir et connaîtraient par là le bonheur dans l'abnégation. Or, ce sont les socialistes français mêmes, que cette suggestion naguère aurait indignés, qui adoptent désormais, de pair avec la catégorie de « Totalitarisme » qui leur faisait pousser les hauts cris vers 1975, cette catégorie qui fait des Grands récits de l'histoire — au premier chef le socialisme, mais aussi les idéologies fasciste et nazie — des « religions politiques », apparues au cours du XIX^e siècle et « passées à

⁹⁹ J. F. Lyotard, *La condition postmoderne, rapport sur le savoir*. Paris : Minituit, 1979.

¹⁰⁰ Cf. en fr. notamment. *Les religions politiques*. Paris : Cerf, 1994. On ne trouvera qu'en anglais à la fois les trad. exhaustives des premiers écrits allemands et les travaux subséquents du philosophe politique, en 34 volumes, mais il est sorti plusieurs trad. fr. en 2003-2004.

l'acte » au siècle suivant. Lionel Jospin, socialiste devenu sobre et ci-devant trotskyste désabusé, écrivait récemment :

Le 20^e siècle a produit deux grandes idéologies totalitaires : le fascisme et le communisme. ... Toutes deux ont été des substituts profanes au religieux... Ces grandes idéologies globalisantes, aujourd'hui presque défuntes, fournissaient des doctrines manichéennes et des certitudes où s'abolissaient les individualités.... Elles ont provoqué des catastrophes historiques mais aussi des passions que certains nostalgiques opposent à la banalité d'aujourd'hui. ¹⁰¹

La foi inébranlable et fanatique des communistes n'a pas dépassé les années 1960. La décadence convergente, économique, industrielle, sociale, démographique même du régime soviétique remonte, selon la plupart des experts, à 1956, ce régime n'ayant pas survécu finalement à l'allègement de la terreur totalitaire. Mais, la périodisation sur le plan des croyances n'étant décidément pas la même, la survie de *l'idée révolutionnaire* en Occident et singulièrement en France allait passer, dans la période 1968-1991, pour ceux qui s'y raccrochaient, par de nombreux et de plus en plus bizarres avatars qui illustrent la force de résistance fidéiste et ses ruses - avant de s'éteindre définitivement : eurocommunisme, « socialisme à visage humain », castrisme, maoïsme, enver-hodjisme, sandinisme ... et autres illusions exotiques jusqu'à épuisement des illusions.

Avec le credo s'est décomposé, mais ce, encore partiellement et bien plus lentement car elle structure une psychologie qui a ses avantages, la *certitude vertueuse*, - du côté communiste, sous forme de l'arrogance conjointe à l'esprit d'orthodoxie et à l'insensibilité au malheur des hommes - qui caractérisait la gauche française, sûre de la justesse de ses valeurs et de la scélératesse de ses adversaires. Plus d'un essayiste au tournant du nouveau siècle remarquera que cette « mentalité » survit ici et là obstinément au défunt stalinisme : rigidité mentale, dogmatisme, manichéisme, diabolisation des adversaires, recours constant aux sophismes d'intimidation.

¹⁰¹ *Le monde comme je le vois*. Gallimard, 2005, 11.

Le « credo » révolutionnaire s'est donc évanoui sans laisser de trace entre 1981 et le début des années 1990. Restaient, dira-t-on, les conflits sociaux, la lutte des classes *empirique*,, mais l'esprit modeste de volonté de réformes concrètes et limitées paraît bien pédestre à qui a rêvé jadis aux Grandes espérances de la Rupture. Tout se passe comme si les dogmes morts hantaient toujours les lieux et empêchaient les projets réalistes de susciter l'enthousiasme. On a dit en termes approuvés que les socialistes ont acquis au cours des années 1980 une « culture de gouvernement », mais ils y sont parvenus en ayant tout largué de leurs certitudes de naguère, sans substituer de programme ni de grands projet et, — en dépit de réformes et modernisations judicieuses dont les socialistes au pouvoir peuvent se targuer, — dans l'atonie idéologique croissante des militants.

[32]

« Il a manqué au Parti socialiste, surtout après 1983, un *aggiornamento* théorique ». ¹⁰² Comme le socialisme français n'était toujours pas décidé ou résigné à « faire son Bad Godesberg » [par quoi la SD allemande avait en 1956 renoncé à la rhétorique marxisante et s'était proclamée et acceptée réformatrice] et qu'il manquait de positions de repli « préparées à l'avance », la débandade idéologique l'a privé jusqu'à ce jour d'une plateforme réaliste. ¹⁰³

Le syncrétisme qui a émergé, métissage d'électoralisme pur et simple, de parti démocrate à l'américaine, de communautarisme et d'identitarisme (dont le caractère, l'origine « de gauche » sont bien discutables), de social-démocratie germanique importée et de tradition radicale française ne constitue pas à mon sens un cocktail programmatique bien stable ni bien savoureux. Faute d'un Projet, le PS apparaît au début du siècle non comme un parti de dynamique réformatrice, mais comme un parti de préservation des « acquis », de refus de toute réforme aussitôt dénoncée « néo-libérale », de persistance de l'étatisme et de repli hexagonal, au service de sa clientèle essentielle de petits fonctionnaires - laissant la droite se targuer d'être devenue le parti du mouvement et de l'ouverture... Il me semble qu'il faut voir

¹⁰² Winock, *Gauche...*, 171.

¹⁰³ Voir : Moreau Jacques. *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*. Paris : Hachette, 1998. •→ Nouvelle édition, Paris : Hachette Littérature, 2003.

dans cette évolution ou plutôt cette stagnation une sorte de rémanence par défaut du Credo.

**• Le discours de la « Fin de la gauche »
au cours des années 1980-90**

[Retour à la table des matières](#)

Pour Alain Touraine, et ceci dès 1980, l'Occident était arrivé à *L'après-socialisme*.¹⁰⁴ Il fallait refonder des projets sociaux, soit - mais faire quelque chose de *tout autre*, tourner résolument le dos au passé des luttes et des doctrines de la, ou des gauches modernes. « Pourquoi, dans un monde en pleine mutation, le modèle politique de la gauche resterait-il seul immuable ? Au nom de quoi continuer à vouloir construire un socialisme « véritable » - jamais défini - alors même que, du socialisme réel, tant d'hommes cherchent à sortir ? Mieux vaut prendre acte que le socialisme n'appartient ni au présent ni à l'avenir, mais au passé. (...) Il faut repartir de l'analyse des faits sociaux. (...) Par là seulement on libérera la gauche vivante des formes politiques et idéologiques mortes. L'espoir n'a pas d'autre chemin, car nous sommes déjà dans l'après-socialisme », exposait Touraine.

Pour Jacques Julliard dans *Le Génie de la liberté*¹⁰⁵ 1990, après la mort du communisme, la gauche tout entière était à refonder, mais l'espoir restait permis. « Le communisme est mort et, avec lui, toute une représentation de la gauche, de l'action, de l'éthique, de l'avenir. Ouf ! Mais il ne suffit pas de célébrer la revanche de Léon Blum. Il faut faire du neuf avec du neuf, refonder un modernisme de gauche. Le communisme est mort. C'est le moment ou jamais d'entamer une vraie critique du capitalisme », lit-on dans le prière d'insérer. La mort du communisme était présentée comme la chance d'un nouveau socialisme à réinventer.

Pour d'autres, le diagnostic était analogue, mais il débouchait sur la désolation. Pour Michel Henry dans *La Barbarie*¹⁰⁶ la culture occidentale, dépossédée du socialisme, allait entrer dans une phase de déclin : « Voici la nouvelle barbarie dont il n'est pas sûr cette fois qu'elle puisse être surmontée. » « Socialisme ou barbarie », avait posé Frie-

¹⁰⁴ Grasset, 1980.

¹⁰⁵ Seuil, 1990.

¹⁰⁶ Librairie générale française, 1988.

drich Engels, repris par Karl Kautsky. L'un des termes de l'alternative s'était évanoui, restait donc l'autre. Le remarquable est ceci : ce sont désormais des esprits situés à l'extrême gauche qui reprennent le vieux thème de la décadence imminente et globale, de l'a vau-l'eau de tout ce qui compte, thème cher autrefois à l'extrême droite.

[33]

Si la gauche était diagnostiquée mourante ou comateuse, c'est que son séculaire cheval de bataille, la question sociale, le « social » s'est évanoui. *La fin du social*¹⁰⁷ titrait Jean Baudrillard dans un bref essai, crépusculairement primesautier à son accoutumée, Baudrillard qui, dans *Les stratégies fatales*¹⁰⁸ montrait aussi la perte de crédibilité du paradigme progressiste moderne, celui qui s'était défini de Condorcet à Marx, celui qui s'appuyait sur le Sens de l'histoire. Disparitions concomitantes des Sujets de l'histoire et des Mandats historiques : les passives « majorités silencieuses » avaient remplacé les bruyants prolétariats revendicateurs. « La majorité silencieuse : tous les systèmes actuels fonctionnent sur cette entité nébuleuse, dont l'existence n'est plus que statistique, dont le seul mode d'apparition est le sondage. Les masses qui la constituent ne sont bonnes conductrices ni du politique, ni du social, ni du sens en général. Tout les traverse, tout les aime, mais s'y diffuse sans laisser de traces. »¹⁰⁹

¹⁰⁷ *À l'ombre des majorités silencieuses, ou la fin du social*. Galilée, 1982.

¹⁰⁸ Grasset, 1983.

¹⁰⁹ Autre thème concurrent au cours de ces années : la Perversion en cours de la démocratie. Du temps où il y avait un Ennemi totalitaire à l'horizon, Jean-François Revel dans *Comment les démocraties finissent* avait prophétisé que la défaite de la démocratie occidentale viendrait de ses faiblesses complaisantes à l'égard du prétendu « camp socialiste ». Ce camp a implosé en une nuit, mais les ennemis de la démocratie sont, à ce qu'il paraît, restés à l'intérieur du système et depuis, ils prolifèrent : ils s'appellent la « dépolitisation », la « politique-spectacle », la « politique-sondages ». Jean-Marie Guéhenno a synthétisé ces craintes d'auto-perversion en titrant tout uniment un essai *La Fin de la démocratie*. On ne compte pas les livres qui décrivent la victoire de cette politique-spectacle, l'hégémonie de bovines opinions publiques réclamant « du pain et des jeux » et le triomphe des professionnels de la manipulation médiatique. C'est à ce triomphe inéluctable que conclut encore Jean Baudrillard dans un autre opuscule nécrologique, décidément, sur les illusions progressistes, *La Gauche divine*.

• *Survivances*

[Retour à la table des matières](#)

Le Parti communiste est devenu au tournant du siècle un groupuscule de la « gauche de la gauche » qui s'appuie encore sur quelques « fiefs » municipaux tout en s'étant effondré au niveau national. Robert Hue, ex-secrétaire du PCF, quitte fin 2008 « un parti qui n'est plus réformable ». ¹¹⁰ Il prétend, lui secrétaire du parti, avoir fait un dernier effort de changement, de réforme rationnelle et s'être heurté à un mur : « cette mutation a échoué ».

Le PS de son côté en 2008 diffuse sur le web un projet de *Déclaration de principe* : « ... sauvegarde de la planète », le PS, « partisan d'une économie sociale et écologique du marché » veut « aller à l'idéal et comprendre le réel ». Comprenne qui pourra. Ce charabia me confirme que l'abandon du Grand récit a laissé un vide que seul un galimatias éclectique vient vaguement remplir. « Le débat idéologique se résume au choc des ambitions », jugeait sévèrement *La France en 2008*. ¹¹¹ « Un PS illisible et difficile à déchiffrer », titrait *Le Monde* en 2005. ¹¹² « Trois ans plus tard le verdict est le même et pourrait être plus sévère », confirme *La France en 2008*. ¹¹³ *Le Nouvel Observateur* titre en couverture le 18 sept. 2008 : « Le PS est-il nul ? » « Pas de chef, pas de projet, pas d'alliés » résume le journal. La gauche du PS quitte ce navire qui navigue à vue : J. L. Mélenchon va fonder le Parti de gauche en février 2009.

Le thème de la Décomposition de la gauche et de son vide idéologique fait florès chez les derniers néophilosophes intellocrates : BHL publie en 2007 *Ce grand cadavre à la renverse*. Lévy y dit souhaiter « un anti-Epinay, bref un vrai Bad Godesberg » ¹¹⁴,... mais il soupçonne qu'il est trop tard. Je ne suis même pas sûr, le *pauvre vieux*, [34] que

¹¹⁰ LCI.fr 29.11.2008.

¹¹¹ 37.

¹¹² S. L. Bouvet, 10.11.2005.

¹¹³ 30.

¹¹⁴ 104.

ses lecteurs jeunes comprennent encore la référence à ces deux *toponymes*.

Michel Winock, non moins perplexe, se demande de son côté en 2006 « si un jour les socialistes s'émanciperont de ce poids écrasant de l'histoire - son surmoi révolutionnaire - pour devenir un vrai parti de gouvernement. »¹¹⁵ Il en doute aussi : « ce que les socialistes français n'ont jamais pleinement accepté, à l'encontre des autres partis socialistes en Europe, c'est le compromis social-démocrate : l'acceptation de l'économie de marché [avec] une politique de protection et de progrès social. » Il est difficile de trouver un plus grande unanimité intellectuelle d'esprits pourtant bien différents. Dès lors si le message n'est pas entendu, cela doit tenir à une incapacité essentielle et, comme le suggère l'historien, à un « poids écrasant » du passé idéologique qui fait l'objet de cette étude, au « poids des idées dans l'histoire ». ¹¹⁶

Les acquis de l'État-Providence, mis en place entre la Belle époque et les Trente glorieuses sont entretemps peu à peu érodés et grignotés tandis que l'arrogance du monde financier ne connaît plus de limite.

Un marxisme réduit à des formules où il est bien difficile de reconnaître quoi que ce soit venu de la pensée de Marx subsiste chez les altermondialistes et « trotskystes » (qu'il est également difficile d'identifier tels dans aucun sens historique de ce terme).

On voit s'exprimer concurremment ces temps-ci deux idées : l'une, sorte de prophétie prudente et sans risque de démenti que les penseurs formulent pour se couvrir : de grandes croyances et de grands récits renaîtront bien quelque jour d'un assez lointain futur de leurs cendres - 2, *et pourtant* le « résiduel » de religiosité politique « révolutionnaire » qui survit dans le moment présent est placé avec agacement sous le signe de l'anachronisme absurde, de l'archaïsme têtu déphasé et inexplicable. « Déconnectés du réel », « Archaïsme » : ¹¹⁷ tel est en effet le qualificatif qui revient pour qualifier les présentes « survivances », amnésiques, obstinées, des grands militantismes du 20^e siècle, ¹¹⁸ « survivances » de radicalités manichéennes observables dans quelques

¹¹⁵ *Gauche...*, 189.

¹¹⁶ Sternhell.

¹¹⁷ « Vieilles lubies surannées », dit encore M. Baumier, des idées et projets altermondialistes, dans *La démocratie totalitaire. Penser la modernité post-démocratique*, p. 26.

rare pays du premier monde, dont la France. Son « élite » libérale se sent du reste mandatée depuis le temps d'une génération pour la débarasser une bonne fois de ces archaïsmes qui en embarrassent la marche et en entravent le progrès dans un monde où elle commence à faire piètre figure, mais elle n'y parvient guère.

Ainsi, de la survie du trotskysme qui ne connaît, de par le monde, qu'en France (...bon, en Colombie et au Pérou aussi) une carrière prolongée en dépit de ses « idées d'un archaïsme criant tant du fait de leur ancienneté que de celui de leur incapacité à répondre aux problèmes réels du monde contemporain ». ¹¹⁹ La France est le *seul* endroit en Occident où trotskystes, communistes et altermondialistes peuvent rallier 10% et plus des électeurs. Mais cette condamnation perplexe venue, unanimement, de ceux que les trotskystes pour leur part diabolisent sous le nom amalgamateur de « néo-libéraux », n'est pas l'amorce d'une explication : qu'est-ce qui fait que cette idéologie, censée entièrement déphasée, connaît, auprès d'une partie de la jeunesse notamment, un essor nouveau, un succès appréciable, si ce n'est sa *discordance même* avec le monde empirique, avec le cours des choses, contrepartie de la foi têtue qu'elle persiste à véhiculer dans l'aurore promise d'une société délivrée du mal ? C'est peut-être ici justement que l'interprétation des idéologies totales par la théologie politique, par la *gnose*, ce phénix qui toujours renaît, au cours des siècles, de ses cendres, cet éternel retour du même, *semper [35] eadem sed aliter*, trouve un argument nouveau et a de la pertinence explicative là même où le déphasage intégral de l'idéologie résurgente et qui pourtant continue à faire des adeptes consterne les esprits rassis et positifs.

Ce n'est pas par hasard si les courants altermondialistes actuels, dans leur diversité, ne s'appellent plus « socialistes », s'ils ne se réclament plus du « socialisme » ; si hostiles qu'ils soient au marché et à la mondialisation « néo-libérale », ils savent que ce *mot* du moins, ce néologisme apparu au début des années 1830, a fini sa carrière ;

¹¹⁸ « *Collective amnesia about the murderous history of Marxism-Leninism* » : reproche typique fait aux post-marxistes américains par P. Gottfried, *The Strange Death of Marxism : The European Left and the New Millenium*. Columbia MO : U. of Missouri Press, 2005, 120.

¹¹⁹ M. Baumier, *La démocratie totalitaire. Penser la modernité post-démocratique*. Paris : Presses de la Renaissance, 2007, 21.

comme disent les gens de marketing, il a cessé d'être « porteur » et « vendeur ».

L'altermondialisme exprime, dans ses programmes embryonnaires et confus (je prends ces qualificatifs tranchants pour souligner cursivement le *contraste évident avec* les grandes constructions théoriques marxistes de naguère), ce qui a survécu à l'effondrement des programmes socialistes, révolutionnaires ou réformistes : non plus un projet positif garanti par les lois de l'histoire et porté par elles, mais du moins un *refus*, le toujours-pareil refus global du monde scélérat, dont l'anti-américanisme à la française est l'expression typique, accompagné d'un refus de tourner la page, d'une volonté têtue de reprendre le flambeau, de ranimer la vision gnostique-millénaire dont les esprits rassis alentours proclament à l'envi l'épuisement et l'agonie. Ce qui intéresse est de voir cette vision ramenée à son essence, faisant *ré-apparaître* ce qui en constituait de tout temps l'essence et le noyau. Il n'est que de parcourir *Le Monde diplomatique* pour déchiffrer, dépouillé des rationalisations « matérialistes », des chiffres et des données concrètes dont elle se maquillait jadis, revenue, dans son expression même, à sa *naïveté* originelle, celle du début utopique du 19^e siècle, l'exigence militante d'une nouvelle prophétie envers et contre tout, et sans fausse honte, l'attente explicite d'une révélation eschatologique :

De nombreux citoyens ... attendent une sorte de prophétie politique, un projet réfléchi de l'avenir, la promesse d'une société réconciliée, en pleine harmonie avec elle-même. ¹²⁰

Si la mouvance altermondialiste, dans le premier monde, ne forme plus accréation en de grands mouvements de masse mais plutôt juxtaposition marginale de sectes inspirées, comme aux beaux temps de socialismes utopiques, elle rassemble les individus avides de donner du sens à leur vie en s'opposant au cours inique des choses ; la persistance de l'esprit gnostique s'y trouve réduite à un slogan singulièrement vide, à un mantra qui en résume l'essence, dépouillé de ses arguments concrets et de ses grands projets productivistes d'autrefois, de

¹²⁰ Ign. Ramonet, *Monde diplo.*, numéro de mai 1998, 9.

ses cheminées crachant leur suie révolutionnaire dans le ciel de Magnitogorsk : *un autre monde est possible*.

Alors même que les nouveaux gnostiques concèdent parfois l'échec calamiteux des « utopies modernes », il est dans la nature de leur gnoséologie de proclamer, avec toutes les restrictions oratoires qu'un minimum de prudence leur inspire, que, ces échecs dûment écartés, demeurent au fond les bonnes intentions et les grandes espérances, que rien dans le monde empirique ne peut prévaloir contre la volonté chiliastique et que, pour le présent, *on efface tout et on recommence* :

Un autre monde est possible. L'architecture politique, sociale, culturelle qu'édifie le néo-libéralisme est elle modifiable ? ... Existe-t-il d'autres pistes à explorer pour que l'humanité retrouve le sens du bien commun ? [On sent] la nécessité d'un contre-projet global pouvant être opposé au modèle dominant. ... Il flotte dans l'air comme un besoin d'utopie. Est-ce raisonnable ? Les précédentes utopies n'ont-elles pas pour la plupart sombré dans la dictature, la répression et le mensonge ? ¹²¹

La décomposition des croyances religieuses-politiques ne laissant qu'un résidu de gnose altermondialiste [36] revenue à la dynamique groupusculaire des premiers temps de la religiosité politique ne va pas de soi. La persistance de l'esprit gnostique est un phénomène curieux. Ces personnages séculaires, le doctrinaire de parti, le militant, le révolutionnaire professionnel auraient disparu du paysage sociologique sans laisser de trace ? Ce n'est guère probable. Les religions politiques comme procuratrices d'explications totales et comme donatrices de raisons de vivre ont répondu à un grand *besoin* ; ce besoin s'est-il dissipé ou est-il étanché ailleurs ?

¹²¹ Mai 1998, 1.

Bibliographie ¹²²

[Retour à la table des matières](#)

Bauchard, Ph. *La guerre des deux roses. Du rêve à la réalité*. Grasset, 1986.

Baudouin, Jean. *Mort ou déclin du marxisme ?* Paris : Montchrestien, 1991.

Bergounoux, A. & G. Grunberg. *Le long remords du pouvoir*. Fayard, 1992.

Chaliand, G. *Mythes révolutionnaires du tiers-monde*. Seuil, 1976.

Christofferson, Th. R. *The French Socialists in Power 1981-86*. U of Delaware Press, 1991.

_____, *The French Intellectuals against the Left. 1968-81*. Oxford : Berghahn, 2004. Trad. Agone, 2009.

Conan, Eric. *La gauche sans le peuple*. Paris : Fayard, 2004.

« Crise des utopies, crise des idéologies », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 9, janvier-mars 1987.

Dupin, Eric. *L'après Mitterrand. Le parti socialiste à la dérive*. Calmann-Lévy, 1991.

Favier, P. & M. Martin-Roland. *La décennie Mitterrand*. Seuil, 1990-. 3 vol.

La France en mutation. FNSP, 2006.

Furet, Fr., Rosanvallon P. & Julliard, J. *La république du centre*. Calmann-Lévy, 1988.

Gorz, André. *Misères du présent, richesse du possible*. Paris : Galilée, 1997.

Guillebaud, Jean-Claude. *La force de conviction*. Paris : Seuil, 2005.

_____, *Les années orphelines 1968-1978*. Seuil, 1978.

¹²² Outre les nombreuses références en note.

Grémion, Pierre. *Modernisation et progressisme. Fin d'une époque 1968-1981*. Esprit, 2005.

Halimi, Serge. *Sisyphes est fatigué. Les échecs de la gauche au pouvoir 1924, 1936, 1944, 1981*. Laffont, 1993.

Hamon, Hervé & P. Rotman. *La deuxième gauche*. Ramsay, 1982.

Hamon, Hervé et Patrick Rotman. *Les Intellocrates, expédition en haute intelligentsia*. Paris : Ramsay, 1981. •→ Rééd. Bruxelles : Complexe, 1985.

Hazareesingh, Sudhir. *Intellectuals and the French Communist Party. Disillusion and Decline*. Oxford : Clarendon Press, 1991.

Hourmant, François. *Le désenchantement des clercs : figures de l'intellectuel dans l'après-Mai 68*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 1997.

[37]

Hourmant, François. *Au Pays de l'avenir radieux : voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*. Paris : Aubier, 2000.

Les idées en France 1945-1988. Une chronologie. Le débat. Gallimard, « Folio », 1989.

Joffrin, Laurent. *Histoire de la gauche caviar*. Paris : Laffont, 2006.

Judt, Tony. *Marxism and the French Left. Studies in Labour and Politics in France, 1830-1981*. Oxford : Clarendon, 1986. •→ *Le marxisme et la gauche française*. Paris : Hachette, 1987. ¹²³

Julliard, Jacques. *Le choix de Pascal*. Desclée de Br., 2003.

Julliard, Jacques. *La faute à Rousseau*. Paris : Seuil, 1985.

Julliard, Jacques. *Le malheur français*. Flammarion, 2005.

July, Serge. *Les années Mitterrand*. Grasset, 1986.

Konopnicki, Guy. *La gauche en folie*. Paris : Balland, 2003.

¹²³ On lira aussi de TJ, *Reappraisals. Reflections on the Forgotten 20th Century*. New York : Penguin Press, 2008.

Laughland, J. *The Death of Politics, France under Mitterrand*. London : Joseph, 1994.

Lefort, Claude. *La complication : retour sur le communisme*. Paris : Fayard, 1999.

Le Goff, Jean-Pierre. *Mai 68 : l'héritage impossible*. Paris : La Découverte, 1998.

Lévy, B. H. *Ce grand cadavre à la renverse*. Grasset, 2007.

Malet, Emile. *Socrate et la rose. Les intellectuels face au pouvoir socialiste*. Paris : Vincendon / Éditions du Quotidien, 1983.

Matonti, Frédérique. *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*. Paris : La Découverte, 2005.

Massenet, M. *La France socialiste*. Hachette, 1983.

Mongin, Olivier. *L'après 1989 : les nouveaux langages du politique*. Paris : Hachette, 1998.

Mongin, Olivier. *Face au scepticisme 1976-1993 : les mutations du paysage intellectuel, ou l'invention de l'intellectuel démocratique*. Paris : La Découverte, 1994. •→ Rééd. sous le titre *Face au scepticisme : les mutations du paysage intellectuel, 1976-1998*. Paris : Hachette, 1998.

Moreau, Jacques. *Les socialistes français et le mythe révolutionnaire*. Paris : Hachette, 1998.

_____, *L'espérance réformiste*. L'Harmattan, 2007.

_____, « Le congrès d'Epinay », *20^e siècle*, 65, 1. 81-96.

Nay, Cath. *Le noir et le rouge*. Grasset, 1984.

_____, *Les sept Mitterrand*. Grasset, 1988.

Noiriel, Gérard. *Les fils maudits de la République. L'avenir des intellectuels en France*. Paris : Fayard, 2005. et cf. spécialement le chap. « L'Intellectuel révolutionnaire. La hantise de la trahison. »

Ory, Pascal. *L'entre-deux mai*. Seuil, 1983.

Perrineau, Pascal, dir. *L'engagement politique : déclin ou mutation ?* Presses de la FNSP. 1994.

Poperen, Jean. *Socialistes, la chute finale ?* Paris : Pion, 1993.

[38]

Quadruppani, Serge. *Les Infortunes de la vérité : mensonges, erreurs et reniements politiques chez des intellectuels français de 1934 à nos jours*. Paris : Orban, 1981.

Raymond. G. *The French Communist party during the 5th Republic*. Basingstoke : Palgrave, 2005.

Rieffel, Rémy. *La tribu des clercs : les intellectuels sous la V^e République*. Paris : Calmann-Lévy, CNRS, 1993.

Rigoulot, Pierre et Ilios Yannakakis. *Un pavé dans l'histoire : le débat français sur « Le Livre noir du communisme »*. Paris : Laffont, 1998.

Soljenitsyne, Alexandre (Solzhenitsyn, Aleksandr Isaevich). *Pis'mo vzhdiam Sovetskogo Soiuzu*. 1973. •→ *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique. Et autres textes*. Paris : Seuil, 1974.

Spire, Antoine. *Après les Grands soirs. Intellectuels et artistes face au pouvoir*. Paris : Autrement, 2001. ¹²⁴

Touraine, Alain. *L'après socialisme*. Paris : Grasset, 1980.

Verdès-Leroux, Jeannine. *Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*. Paris : Fayard/Minuit, 1983.

Verdès-Leroux, Jeannine. *La foi des vaincus. Les « révolutionnaires » français de 1945 à 2005*. Paris : Fayard, 2005.

Verdès-Leroux, Jeannine. *La Lune et le caudillo : le rêve des intellectuels et le régime cubain, 1959-1971*. Paris : Gallimard, 1989.

Verdès-Leroux, Jeannine. *Le réveil des somnambules. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*. Paris : Fayard/Minuit, 1987.

Winock, M. & S. Nickel. *La gauche au pouvoir*. Bayard, 2006.

Fin du texte

¹²⁴ Cf. Spire, Antoine et Jules Chancel, dir. *La culture des camarades. Que reste-t-il de la culture communiste ?* Paris : Autrement, 1992.